

Ordonnance sur l'énergie

(OEne)

Modification du...

Le Conseil fédéral suisse arrête:

I

L'ordonnance sur l'énergie du 7 décembre 1998¹ est modifiée comme suit:

Titre avant l'art. 1a

Chapitre 1a Marquage de l'électricité et attestation du type de production et de l'origine

Section 1 Marquage de l'électricité

Art. 1a Obligation de marquage

¹ Toute entreprise qui fournit en Suisse des consommateurs finaux en électricité (entreprise soumise à l'obligation de marquage) doit informer ses consommateurs finaux au moins une fois par an de ce qui suit, par rapport au volume total d'électricité qui leur est fourni:

- a. la part en pour cent des agents énergétiques utilisés;
- b. l'origine de l'électricité (production nationale ou étrangère);
- c. l'année de référence;
- d. le nom et le service à contacter de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage.

² L'entreprise soumise à l'obligation de marquage doit tenir une comptabilité électrique pour saisir les données nécessaires aux informations conformément à l'alinéa 1, lettres a, b et c.

³ Les exigences relatives au marquage et à la comptabilité électrique figurent à l'annexe 4.

¹ RS 730.01

Art. 1*b* Obligation d'information

¹ Toute entreprise qui livre de l'électricité à des entreprises qui sont soumises à l'obligation de marquage ou à des fournisseurs d'entreprises soumises à l'obligation de marquage doit au minimum leur communiquer les informations suivantes :

- a. le volume d'électricité fourni;
- b. les agents énergétiques utilisés pour produire l'électricité;
- c. l'origine de l'électricité (production nationale ou étrangère).

² Les informations prévues par l'alinéa 1 doivent être transmises au plus tard fin avril avec effet rétroactif pour l'année écoulée, sous réserve d'accords contractuels divergents.

³ L'entreprise soumise à l'obligation d'information doit tenir une comptabilité électrique pour saisir les données nécessaires aux informations conformément à l'alinéa 1, lettres a, b et c.

⁴ Les exigences relatives à la comptabilité électrique figurent à l'annexe 4.

Section 2 Attestation du type de production et de l'origine de l'électricité

Art. 1*c* Contenu de l'attestation

¹ Sur demande du producteur d'électricité, les laboratoires d'essai et d'évaluation de la conformité établissent une attestation concernant:

- a. le volume d'électricité produit;
- b. les agents énergétiques utilisés pour produire l'électricité;
- c. la période et le lieu de production.

² Le Département peut préciser les modalités de l'attestation de l'alinéa 1 et fixer des exigences supplémentaires à titre d'harmonisation avec les normes internationales.

³ L'attestation selon l'alinéa 1 peut servir pour remplir l'obligation d'information selon l'article 1b.

Art. 1*d* Procédure d'essai

¹ La procédure d'essai doit être conçue de manière transparente et fiable, de manière à éviter notamment de saisir deux fois le même volume d'électricité.

² Le Département fixe la procédure d'essai.

Art. 5*a* Remboursement des surcoûts

¹ Un organisme indépendant désigné par les exploitants des réseaux de transport rembourse aux entreprises d'approvisionnement en électricité les surcoûts sur demande. On considère comme des surcoûts la différence entre la rémunération des producteurs indépendants selon l'article 7, alinéa 3 ou 4 de la loi et le prix du marché.

² Afin de vérifier la demande, l'organisme indépendant est habilité à demander les documents nécessaires à l'entreprise requérante.

³ L'organisme indépendant transmet un rapport annuel à l'office concernant la gestion des ressources et les frais d'exécution.

⁴ L'autorité désignée par le canton conformément à l'article 7, alinéa 6 de la loi tranche les litiges relatifs au remboursement des surcoûts.

⁵ L'autorité cantonale selon l'article 7, alinéa 6 de la loi communique ses décisions à l'organisme indépendant. Ce dernier a le droit de faire recours contre ces décisions.

Art. 5b Report des surcoûts

¹ Les exploitants des réseaux de transport sont tenus de dédommager l'organisme indépendant pour le remboursement des surcoûts, frais d'exécution compris.

² Les exploitants des réseaux de transport peuvent reporter les surcoûts, frais d'exécution compris, sur les consommateurs finaux par le biais des niveaux de tension les plus bas.

³ Les exploitants des réseaux de transport transmettent un rapport annuel à l'office fédéral concernant le report des surcoûts.

Article 8

Abrogé

Article 21a Laboratoires d'essai et d'évaluation de la conformité

¹ Les laboratoires d'essai et d'évaluation de la conformité qui élaborent des rapports ou des attestations doivent:

- a. être accrédités conformément à l'ordonnance du 17 juin 1996 sur l'accréditation et la désignation²;
- b. être reconnus en Suisse en vertu d'accords internationaux, ou

² RS 946.512

- c. être habilités à un autre titre par le droit suisse.

² Quiconque se fonde sur des documents émanant d'un laboratoire autre que ceux visés à l'al. 1 doit rendre vraisemblable que les méthodes appliquées et les qualifications dudit laboratoire satisfont aux exigences suisses (art. 18, al. 2, LETC).

Art. 22, *al. 1*

¹ L'office fédéral contrôle si le marquage de l'électricité, le calcul et le remboursement des surcoûts ainsi que les installations et appareils mis en circulation satisfont aux prescriptions de la présente ordonnance. Dans ce but, il teste des échantillons et examine les indications motivées selon lesquelles le marquage de l'électricité, le calcul et le remboursement des surcoûts ainsi que les installations et appareils mis en circulation ne correspondraient pas aux prescriptions.

Art. 27, *al. 1*

¹ Pour les décisions relatives aux mesures liées aux contrôles subséquents du marquage de l'électricité, du calcul et de le remboursement des surcoûts ainsi que des installations et appareils (art. 22), l'office fédéral prélève un émolument calculé selon le temps (100 -130 fr./ h).

Art. 28, *lit. c et d*

Conformément à l'article 28 de la loi, sera puni quiconque aura, intentionnellement ou par négligence

- c. omis de procéder au marquage ou marqué de façon illicite de l'électricité (art. 1a);
- d. négligé de remplir ou rempli de façon illicite l'obligation d'information (art. 1b)

II

¹ L'annexe 1.2 est modifiée comme suit:

Chiffre 7.1, *lit. b*

La consommation d'énergie et le marquage sont indiqués conformément à:

- b. la directive 94/2/CE de la Commission, du 21 janvier 1994³, portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la

³ JO L 45 du 17.2.1994, p. 1, modifié par la directive 2003/66/CE (JO L 170 du 9.7.2003, p. 10). Le texte de la directive est disponible auprès de l'OFCL, Vente de publications, 3003 Berne, aux conditions fixées dans l'ordonnance sur les émoluments de l'OCFIM du 21 décembre 1994 (RS 172.041.11) ou auprès du centre suisse d'information pour les règles techniques (switec), Mühlebachstr. 54, 8008 Zurich.

consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques à usage ménager dans la version de la directive 2003/66/CE.

² Une annexe supplémentaire 4 est ajoutée à l'ordonnance conformément au document joint.

III

Cette modification entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Exigences concernant la comptabilité électrique et le marquage de l'électricité

1 Comptabilité électrique pour les entreprises soumises à l'obligation de marquage et d'information

- 1.1 La comptabilité électrique permet de saisir les données nécessaires pour remplir l'obligation de marquage et d'information (art. 1a et 1b). Elle est notamment indispensable à la détermination de la part de chaque agent énergétique sur le volume total d'électricité fourni aux consommateurs finaux par les entreprises soumises à l'obligation de marquage (mix de fournisseurs).
- 1.2 L'année civile écoulée est l'année de référence de la comptabilité électrique.
- 1.3 Les agents énergétiques doivent être mentionnés comme suit:

Catégories principales obligatoires	Sous-catégories
Energies renouvelables	
Energie hydraulique	
Autres énergies renouvelables	
	Energie solaire
	Energie éolienne
	Biomasse ^a
	Géothermie
Energies non renouvelables	
Energie nucléaire	
Energies fossiles	
	Pétrole
	Gaz naturel
	Charbon
Déchets ^b	
Agents énergétiques non vérifiables	

a: Biomasse solide et liquide ainsi que le biogaz, toutefois sans les déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les décharges.

b: Déchets dans les usines d'incinération des ordures ménagères et les décharges.

- 1.4 Concernant les catégories «Autres énergies renouvelables» et «Energies fossiles», toutes les sous-catégories doivent être mentionnées si la part est supérieure à 0%.

- 1.5 L'affectation à une catégorie se fonde sur l'attestation correspondante, c'est-à-dire le contrat, l'attestation selon l'article 1c, l'attestation d'origine, le certificat ou l'indication de consommation du compteur de l'installation de production. L'attestation de référence doit pouvoir être présentée lors de contrôles subséquents.
- 1.6 En l'absence d'attestation de référence ou si le type de production et l'origine ne peuvent être établis exactement, le volume d'électricité concerné doit être affecté la catégorie «Agents énergétiques non vérifiables».
- 1.7 La part d'électricité produite en Suisse resp. à l'étranger est précisée pour chaque catégorie à titre d'indication d'origine, sauf pour la catégorie «Agents énergétiques non vérifiables».
- 1.8 L'électricité que l'entreprise ne fournit pas directement à ses propres consommateurs finaux doit être déduite du calcul du mix de fournisseurs. Cela s'applique notamment aux livraisons d'électricité convenues par contrat, concernant une ou plusieurs catégories d'agents énergétiques, à des revendeurs suisses ou étrangers ou encore à des consommateurs finaux étrangers.
- 1.9 L'office fédéral élabore un instrument d'exécution de la comptabilité électrique.

2 Marquage pour les entreprises soumises à l'obligation de marquage

- 2.1 Le marquage à l'intention des consommateurs finaux est effectué au moins une fois par année civile, sur la facture d'électricité qui leur est envoyée ou en annexe. Des publications supplémentaires sont autorisées.

Les entreprises soumises à l'obligation de marquage sont tenues d'informer les consommateurs finaux même lorsque l'électricité est fournie par une autre entreprise.

Le marquage doit faire référence à partir du 1^{er} juillet au plus tard aux données de l'année civile écoulée.

- 2.2 Le marquage comprend les données suivantes :
 - a. la répartition en pour cent des agents énergétiques sur le volume total d'électricité fourni aux consommateurs finaux par les entreprises soumises à l'obligation de marquage (mix de fournisseurs);
 - b. l'indication de l'origine (part de l'électricité produite en Suisse);
 - c. l'année de référence;
 - d. le nom et le service à contacter de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage.
- 2.3 Le marquage se fait au moyen d'un tableau (exemple: figure 1a). Sa taille doit être de 10 x 7 cm minimum.
- 2.4 Il est permis de compléter le tableau par des graphiques (exemple: figure 1b) ou d'autres informations, comme par exemple les produits électriques livrés à certaines catégories de clients (exemple: figure 1c), pour autant que le tableau reste compréhensible et lisible.

Figure 1a

Exemple d'un tableau de marquage de l'électricité conformément aux exigences minimales.

10 cm

7 cm

Marquage de l'électricité		
Votre fournisseur de courant: EVU ABC		
Contact: www.EVU-ABC.ch; Tél: 01-111 22 33		
Année de référence: 2004		
Le courant fourni à nos client a été produit à partir de:		
en %	Total	En Suisse
Energies renouvelables	50.0%	40.0%
Energie hydraulique	50.0%	0.0%
Autres énergies renouvelables	0.0%	0.0%
Energies non renouvelables	45.0%	30.0%
Energie nucléaire	45.0%	0.0%
Energies fossiles	0.0%	0.0%
Déchets	2.0%	2.0%
Agents énergétiques non vérifiables	3.0%	-
Total	100.0%	72.0%

Figure 1b

Exemple d'un tableau de marquage de l'électricité complété par un graphique.

10 cm

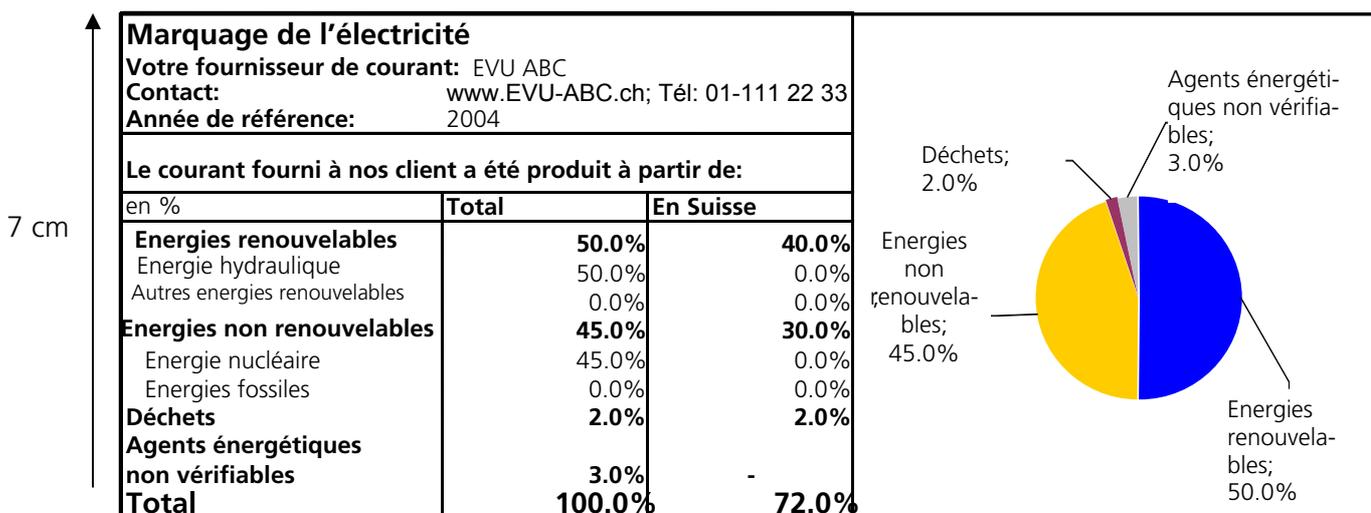


Figure 1c

Exemple d'un tableau de marquage de l'électricité avec des informations complémentaires concernant un produit électrique fourni à une catégorie de clients donnée.

10 cm

→

↑

Marquage de l'électricité				
Votre fournisseur de courant: EVU ABC			Votre produit: "ABC-Hydro pur"	
Contact: www.EVU-ABC.ch; Tél: 01-111 22 33				
Année de référence: 2004				
Le courant fourni à nos clients a été produit à partir de:			Le courant qui vous a été fourni a été produit à partir de:	
en %	Total	En Suisse	Total	En Suisse
Energies renouvelables	50.0%	40.0%	100.0%	100.0%
Energie hydraulique	50.0%	0.0%	100.0%	100.0%
Autres énergies renouvelables	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Energies non renouvelables	45.0%	30.0%	0.0%	0.0%
Energie nucléaire	45.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Energies fossiles	0.0%	0.0%	0.0%	0.0%
Déchets	2.0%	2.0%	0.0%	0.0%
Agents énergétiques non vérifiables	3.0%	-	0.0%	-
Total	100.0%	72.0%	100.0%	100.0%

Explications

concernant le projet du 9 juin 2004

de modification de l'ordonnance sur l'énergie

<u>Sommaire</u>	Page
I Introduction	4
II Modification relative au marquage de l'électricité	4
1. Situation initiale	4
1.1 Objectifs et exigences	4
1.2 Travaux préliminaires concernant le projet de loi sur le marché de l'électricité (LME) et d'ordonnance sur le marché de l'électricité (OME).....	5
1.3 Dispositions de l'UE	5
2. Procédure de définition des dispositions d'application.....	6
3. Système de marquage.....	6
3.1 Vue d'ensemble des systèmes de marquage.....	6
3.2 Système de marquage proposé	7
4. Obligation de marquage (art. 1a), exigences relatives au marquage (annexe 4, chiffre 2)	7
5. Obligation d'information (art. 1b).....	8
6. Attestation du type de production et de l'origine de l'électricité (section 2, art. 1c et art. 1d)	8
7. Comptabilité électrique (annexe 4, chiffre 1)	9
7.1 Année de référence (annexe 4, chiffre 1.2)	10
7.2 Catégories d'agents énergétiques (annexe 4, chiffre 1.3)	10
7.3 Catégorie «Agents énergétiques non vérifiables» (annexe 4, chiffre 1.6).....	10
7.4 Origine (annexe 4, chiffre 1.7)	11
8. Contrôles et sanctions	11

9. Délais	11
III Modification relative à la compensation des surcoûts	11
1. Situation initiale	11
2. Remboursement des surcoûts (article 5a)	12
2.1 Organisme indépendant, calcul des surcoûts (art. 5a, al.1)	12
2.2 Droit de contrôle (article 5a, alinéa 2)	13
2.3 Avis d'exécution de l'organisme indépendant (article 5a, alinéa 3)	13
2.4 Compétence en cas de litiges (article 5a, alinéa 4).....	13
2.5 Qualité de l'organisme indépendant pour recourir (article 5a, alinéa 5)	13
3. Report des surcoûts (article 5b)	14
3.1 Remboursement des surcoûts par les exploitants des réseaux de transport (article 5b alinéa 1).....	14
3.2 Report des surcoûts (article 5b, alinéa 2)	14
3.3 Avis d'exécution des exploitants des réseaux de transport (article 5b, alinéa 3).....	14
IV Modification relative aux réfrigérateurs, aux congélateurs et aux appareils combinés électriques à usage ménager alimentés par le réseau (annexe 1.2, chiffre 7 de l'OEne)	14
1. Situation initiale	14
2. Annexe 1.2, chiffre 7.1, lettre b	15
3. Conformité des dispositions proposées avec le droit européen	15

I Introduction

La modification proposée de l'ordonnance sur l'énergie du 7 décembre 1998 (OEn; RS 730.01) doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2005. Elle porte sur trois domaines différents:

- le marquage de l'électricité;
- la compensation des surcoûts dus à l'injection des surplus d'énergie des producteurs indépendants d'électricité produite dans des centrales hydrauliques jusqu'à 1 MW ainsi qu'au moyen de nouvelles énergies renouvelables;
- nouvelles catégories de rendement énergétique pour les réfrigérateurs, les congélateurs et les appareils combinés électriques à usage ménager.

La modification relative au marquage du courant et à la compensation des surcoûts doit permettre de mettre en application les articles 5^{bis} et 7, alinéa 7 de la loi sur l'énergie du 26 juin 1998 (LEne; RS 730.0). Ces articles ont été modifiés par la loi sur l'énergie nucléaire du 21 mars 2003 (LENu). Ils entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2005. En revanche, la modification concernant les nouvelles catégories de rendement énergétique est liée à l'évolution du droit européen correspondant.

Les modifications proposées sont présentées ci-après, domaine par domaine.

II Modification relative au marquage de l'électricité

1. Situation initiale

Le marquage de l'électricité était déjà prévu dans le projet de loi sur le marché de l'électricité (LME) et avait rencontré, en principe, un écho favorable dans de larges cercles. L'article 12 de la LME a été à nouveau repris au cours des débats sur l'énergie nucléaire et transposé presque littéralement dans la LEne.

1.1 Objectifs et exigences

L'information et la protection des consommateurs finaux constituent les principaux objectifs du marquage de l'électricité. Il doit rendre le marché transparent. En outre, on attend de la nouvelle réglementation qu'elle contribue à promouvoir les énergies renouvelables.

Pour que le marquage de l'électricité remplisse les objectifs fixés, il est nécessaire qu'il soit compréhensible, explicite et plausible aux yeux des consommateurs finaux. Il ne doit entraîner aucune discrimination, aucun jugement de valeur, être adapté à la pratique et son application doit demander un investissement acceptable. Il doit également être compatible avec les dispositions de l'Union européenne. Le marquage de l'électricité ne donnera pas lieu à l'introduction de produits électriques, de labels écologiques ou autres certificats pour des qualités de courant données. Toutefois, il peut compléter et soutenir de telles mesures de marketing.

1.2 Travaux préliminaires concernant le projet de loi sur le marché de l'électricité (LME) et d'ordonnance sur le marché de l'électricité (OME)

Lors de la formulation de l'article 5^{bis} de la LEnE, on a pu se baser en partie sur des analyses réalisées dans le cadre des travaux préliminaires à la LME et à l'OME. Des enquêtes auprès des consommateurs¹ avaient permis de déterminer et d'établir le besoin en information des consommateurs finaux. Une étude² menée sur mandat de l'office fédéral de l'énergie (OFEN) a défini des principes, comparé des expériences au niveau international et proposé différentes variantes d'exécution. Durant l'été 2002, un groupe de travail issu du projet «Merkur Access» de l'association des entreprises électriques suisses (AES) a planché sur le marquage de l'électricité. Les travaux ont été interrompus suite au rejet de la LME en septembre 2002.

La modification des conditions-cadres suivantes a motivé la refonte des propositions et principes de base existants:

- La directive de l'UE réglementant le marquage de l'électricité pour les pays membres de l'UE a été édictée en juin 2003;
- Sur le plan international, des études³ et des rapports de groupes de travail⁴ ont apporté de nouvelles connaissances concernant l'application pratique de la mesure;
- La nécessité de la compatibilité avec l'UE et de la réciprocité a gagné en importance pour la Suisse.

1.3 Dispositions de l'UE

L'UE réglemente le marquage de l'électricité pour ses Etats membres à l'article 3, alinéa 6 de la directive 2003/54/CE du 26 juin 2003 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 96/92/CE (directive sur le marché intérieur de l'électricité), cette directive devant être transposée dans le droit national au 1^{er} juillet 2004. La directive sur le marché intérieur de l'électricité donne une marge de manoeuvre considérable aux Etats membres de l'UE concernant la réalisation.

Contrairement à la législation suisse, la directive sur le marché intérieur de l'électricité ne prévoit pas d'indiquer l'origine de l'électricité. En revanche, les Etats membres sont tenus de présenter des informations concernant les impacts de l'électricité sur l'environnement (émissions de CO₂ et déchets radioactifs au moins). Dans les pays de l'UE, le marquage de l'électricité ne doit pas seulement être communiqué via la facture d'électricité - comme cela est prévu en Suisse -, mais également «dans les documents promotionnels envoyés aux clients». Pour que cette disposition de-

¹ Markard J., IFAEPE: Enquêtes sur le marquage distinctif de l'électricité, Berne, avril 2001.

² Dettli R., econcept, et Markard J., IFAEPE: Marquage de l'électricité, Berne, janvier 2001.

³ P. ex. «Electricity Disclosure in Europe» du projet 4CE soutenu par la Commission européenne (Consumer Choice and Carbon Consciousness for Electricity).

⁴ P. ex. «Implementation of the new fuel mix provisions in the EU Electricity Directive» du groupe de travail international Fuel Mix de eurelectric.

viennaise judicieuse en Suisse, il faudrait que les consommateurs finaux puissent choisir librement leurs fournisseurs.

2. Procédure de définition des dispositions d'application

Immédiatement après l'adoption de la révision de la loi, l'OFEN mit sur pied à l'automne 2003 un groupe de travail constitué de représentants des organisations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs ainsi que de la branche de l'électricité. Il se réunit par deux fois (en décembre 2003 et en mars 2004), afin de résoudre les questions en suspens concernant l'application du marquage. Sur la base de ce travail, un guide pour les fournisseurs d'électricité ainsi qu'un modèle de comptabilité électrique ont été réalisés. Ces instruments d'exécution de la loi ont été testés de mars à avril 2004 auprès d'une quinzaine d'entreprises d'approvisionnement en électricité: il s'agissait de voir si ils étaient adaptés à la pratique. Les résultats obtenus ont permis de les améliorer ainsi que de revoir le projet d'ordonnance.

3. Système de marquage

3.1 Vue d'ensemble des systèmes de marquage

En vue de la mise en place d'un marquage de l'électricité, on distingue, en principe, les systèmes suivants:

- **Mix de production ou d'acquisition**
Le mix d'électricité est défini en fonction de la production propre et des acquisitions. Cette méthode serait la plus simple à réaliser. Toutefois, elle ne tient pas compte de la vente de certains produits électriques (p. ex. énergie hydraulique) à des tiers. C'est pourquoi ce système n'est pas adapté pour la Suisse, en tant que vendeur potentiel d'une plus-value provenant d'énergies renouvelables.
- **Système reposant sur un contrat**
Les systèmes reposant sur un contrat sont liés aux flux monétaires. Le type de production et l'origine de l'électricité doivent ressortir de chaque contrat entre producteurs, négociants et fournisseurs ce qui nécessite une charge de travail élevée au niveau administratif. Ce système ne se prête donc pas pour le moment au marquage de l'électricité. Néanmoins, il peut servir en partie pour établir le mix de fournisseurs, s'il existe différents contrats de fourniture d'énergie ou des contrats de participation à long terme.
- **Système de certificat**
Les systèmes de certificat permettent de séparer la plus-value écologique d'un produit électrique et le courant en lui-même. A ce jour, il existe des certificats dans plusieurs pays de l'UE dans le cadre de quotas obligatoires de fourniture ainsi que du Renewable Energy Certificate System (RECS) pour les énergies renouvelables. Ils sont traités séparément de l'électricité physique. En principe, rien ne s'oppose à un élargissement à d'autres voire à tous les agents énergétiques. L'expérience n'est toutefois pas réalisable dans un premier temps et il ne serait de surcroît pas judicieux de le faire de manière isolée.
- **Solutions combinées**
Aucun des systèmes de marquage présentés ne constitue dans sa forme première et en lui-

même la meilleure solution. Il est cependant possible de combiner différents systèmes, p. ex. en tenant compte également d'éventuels contrats et certificats pour calculer le mix d'électricité.

3.2 Système de marquage proposé

Le marquage est prescrit de manière obligatoire et doit être communiqué à tous les consommateurs finaux au sens d'une «déclaration de base». Les fournisseurs peuvent volontairement donner des renseignements supplémentaires, comme p. ex. une «déclaration de produit» pour les clients achetant un produit électrique spécial.

Le système de marquage proposé constitue une combinaison. Le «mix de fournisseurs» concernant le volume d'électricité total fourni l'année de référence écoulée aux consommateurs finaux doit être communiqué. Ce concept correspond également aux dispositions de la directive sur le marché intérieur de l'électricité.

La vente d'électricité non explicitement destinée aux consommateurs finaux doit par conséquent être déduite du portefeuille d'acquisition du fournisseur d'électricité. Cela s'applique par exemple pour l'électricité vendue à l'étranger ou à des revendeurs. Ces corrections doivent garantir que, par exemple, de l'électricité produite en Suisse et vendue à l'étranger en tant qu'énergie hydraulique n'apparaisse une nouvelle fois au niveau des consommateurs finaux. On évite ainsi une comptabilisation double. Cela permet aux fournisseurs d'électricité exportant du courant produit à partir d'énergies renouvelables d'asseoir leur crédibilité auprès de leurs clients et d'être reconnus par leurs partenaires commerciaux européens.

Les livraisons apparaissant dans une déclaration de produit supplémentaire et destinées à des clients finaux spécifiques, par exemple les «produits de courant écologique» vendus à des clients finaux, ne sont quant à elles pas déduites. Ces livraisons représentent une partie⁵ du volume total d'électricité fourni à des consommateurs finaux et ressortant de la «déclaration de base». Si les livraisons à des clients finaux spécifiques devaient être prises en compte au niveau du marquage, cela impliquerait d'introduire une «déclaration de produit» pour toutes les catégories de clients, p. ex. aussi pour les acheteurs de «courant gris». L'investissement nécessaire serait disproportionné. Par ailleurs, la «déclaration de base» (volume d'électricité total fourni l'année de référence écoulée aux consommateurs finaux) permet d'éviter des ventes et des comptabilisations redondantes.

4. Obligation de marquage (art. 1a), exigences relatives au marquage (annexe 4, chiffre 2)

Toute entreprise fournissant en Suisse de l'électricité à des consommateurs finaux est soumise à l'obligation de marquage. Sont considérés comme des consommateurs finaux les ménages et les clients commerciaux achetant du courant pour leurs propres besoins.

⁵ Si tous les clients finaux recevaient une déclaration de produit, les volumes totaux d'électricité sur lesquels repose la déclaration de produit seraient égaux à celui de la déclaration de base.

Le marquage comprend, outre la part en pour cent des agents énergétiques, le type de production et l'origine des agents énergétiques, le nom et le service à contacter de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage ainsi que l'année de référence.

Le marquage doit être effectué au moins une fois par an, sur la facture d'électricité ou en annexe. Lorsque le consommateur final ne reçoit pas sa facture d'électricité de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage, par exemple lorsqu'un tiers établit la facture et l'envoie à un service central des consommateurs finaux, le marquage reste du ressort de l'entreprise soumise à l'obligation de marquage (c'est-à-dire l'entreprise qui fournit le consommateur final en électricité). Le but est de garantir que le consommateur final soit informé. Des publications supplémentaires sont possibles, par exemple dans le rapport de gestion, le magazine pour les clients ou sur internet.

Les exigences de transparence et de comparaison supposent une présentation uniforme de la «déclaration de base». Le marquage se fait au moyen d'un tableau dont la taille et le contenu sont définis. Il est permis de le compléter p. ex. par des graphiques ou une «déclaration de produit» des produits électriques livrés à certaines catégories de clients, dans la mesure où le tableau reste compréhensible et lisible.

5. Obligation d'information (art. 1b)

Afin que les fournisseurs de clients finaux achetant leur électricité auprès d'un fournisseur primaire puissent satisfaire à l'obligation de marquage, il convient de garantir qu'ils disposent des informations nécessaires. Les entreprises soumises à l'obligation d'information sont dispensées de remplir les exigences concernant le marquage (conformément à l'annexe 4, chiffre 2). Toutefois, elles sont tenues de respecter les mêmes obligations que les entreprises soumises au marquage concernant la comptabilité électrique et ce, afin d'assurer que les fournisseurs primaires transmettent les données indispensables.

Les informations doivent être communiquées une fois par an, dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile, sous réserve d'accords différents (p. ex. lorsqu'un fournisseur de clients finaux convient par contrat de livraisons d'un agent énergétique spécifique avec son fournisseur primaire).

6. Attestation du type de production et de l'origine de l'électricité (section 2, art. 1c et art. 1d)

Depuis plusieurs années, l'industrie de l'électricité, et plus particulièrement les entreprises présentes sur le marché international du commerce de l'électricité ont besoin d'attester le type de production et l'origine du courant (lieu de production) par un document correspondant. A l'heure actuelle, divers laboratoires d'essai et de certification, en Suisse et à l'étranger, établissent de telles attestations sur une base volontaire, p. ex. pour les centrales hydrauliques.

Conséquemment à l'application des mesures de promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité conformément à la directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergies renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité, les Etats membres de l'UE doivent veiller à ce qu'à partir du 27 octobre 2003, l'origine

des énergies renouvelables puisse être garantie selon des critères transparents, objectifs et non discriminants. Il incombe aux Etats membres de nommer un organisme compétent indépendant de l'industrie de l'électricité, chargé de surveiller l'établissement d'attestations d'origine. Celles-ci doivent contenir des données sur la source d'énergie ainsi que sur le moment et le lieu de production. Elles doivent empêcher d'éventuelles fraudes, notamment la vente multiple resp. la délivrance réitérée d'attestation concernant de l'électricité provenant d'une même installation de production.

Les mesures des articles 1c et 1d se fondent sur les articles 7 et 8 de la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce du 6 octobre 1995 (LETC, RS 946.51). Il est ainsi fait usage de la compétence conférée au Conseil fédéral par la LETC en matière de législation dans le domaine du droit de l'énergie. Cette mesure doit contribuer à améliorer la sécurité juridique concernant le commerce avec l'étranger de l'électricité provenant d'énergies renouvelables, par exemple en permettant l'établissement d'attestations d'origine reconnues à l'étranger. Les attestations d'origine selon l'article 1c peuvent également servir de base au marquage conformément à l'article 1a. Les entreprises soumises à l'obligation d'information selon l'article 1b sont libres d'opter pour cette possibilité.

Sur la base de l'attestation de production et d'origine conformément à l'article 1c, les entreprises de production et de commerce d'électricité peuvent choisir, à titre facultatif, de mettre en place un système de certificat répondant aux exigences des standards internationaux reconnus. Le Département doit fixer des règles complémentaires, afin de préciser ce point et de tenir compte des évolutions à venir de tels systèmes.

Des mesures plus poussées, comme par exemple l'obligation d'avoir recours à un système de certificat pour commercer nécessiteraient toutefois des règles supplémentaires pour lesquelles il n'existe aucune base légale à l'heure actuelle. De tels modèles font l'objet de discussions dans le cadre de la réalisation du projet de nouvelle loi sur l'organisation du marché de l'électricité (OSEL). Ils supposent cependant un objectif d'augmentation de la production à partir d'énergies renouvelables. A cette condition, le commerce de cette énergie serait soumis à une obligation similaire à celle valable pour les Etats de l'UE.

7. Comptabilité électrique (annexe 4, chiffre 1)

Les entreprises soumises à l'obligation de marquage et d'information doivent tenir une comptabilité électrique.

La comptabilité électrique permet de standardiser les relevés de données et les méthodes de calcul. L'OFEN propose un outil de calcul pouvant être utilisé pour la comptabilité. Il est néanmoins toujours possible d'avoir recours à son propre outil de calcul, dans la mesure où il garantit le respect de l'ordonnance.

Le relevé des données repose sur le principe de la meilleure information disponible («best available information»). L'affectation d'une quantité d'électricité à une catégorie d'agents énergétiques doit se fonder sur une attestation. Il peut s'agir par exemple de contrats, de certificats, d'attestations d'origine, d'attestations selon l'OEnE, article 1c, de relevés de compteurs des installations de pro-

duction. En l'absence d'attestation, le volume d'électricité concerné rentre dans la catégorie des «Agents énergétiques non vérifiables».

7.1 Année de référence (annexe 4, chiffre 1.2)

L'année de référence correspond à la période de la base de données sur laquelle porte le marquage. Le calcul concerne l'année écoulée. Après un examen approfondi, on propose d'uniformiser l'année de référence et de ne plus autoriser que l'année civile écoulée (au lieu p. ex. de laisser le choix entre année civile et année hydrologique). Les entreprises soumises à l'obligation de marquage et leurs fournisseurs primaires n'ayant pas toujours la même date de clôture d'exercice, il pourrait y avoir des problèmes de transfert de données en l'absence de standardisation. Le fournisseur primaire pourrait être tenu en pareil cas de procéder chaque mois à la mise au bilan finale dans la comptabilité électrique. Cela constituerait une exigence excessive. La disposition proposée assure la compatibilité avec les pays de l'UE qui prescrivent aussi l'année civile comme année de référence. Par ailleurs, l'année civile est plus claire que l'année hydrologique pour le consommateur final.

7.2 Catégories d'agents énergétiques (annexe 4, chiffre 1.3)

Pour des raisons de transparence, les agents énergétiques doivent être indiqués de manière uniforme. C'est pourquoi les catégories principales obligatoires et leurs sous-catégories sont énumérées de manière exhaustive dans l'OEne. Les déchets des usines d'incinération des ordures ménagères et des décharges figurent dans une catégorie à part, sans tenir compte de la composition des déchets. La part biogène des déchets ne fait pas partie des énergies renouvelables conformément à l'article 1, lettre f de l'OEne.

7.3 Catégorie «Agents énergétiques non vérifiables» (annexe 4, chiffre 1.6)

La question du traitement de la part inconnue d'électricité, achetée par exemple par le biais de la bourse, est délicate. Il faut renoncer à l'indication d'un mix de courant européen (mix UCTE)⁶: en effet, cela ne répond pas aux réalités physiques en Suisse, de sorte qu'une telle information serait trompeuse pour les consommateurs. La répartition de cette part inconnue dans les différentes catégories selon le mix UCTE serait également problématique, étant donné qu'il s'agit d'une procédure artificielle et que le mix UCTE porte sur la production et non sur la livraison d'électricité. En optant pour l'appellation «agents énergétiques non vérifiables», on se rapproche du fait qu'il ne s'agit pas d'une «erreur» de la part des fournisseurs d'électricité, mais qu'il est objectivement impossible de déterminer le type de production et l'origine.

Afin de protéger les consommateurs finaux, la part en pour cent des «agents énergétiques non vérifiables» devrait être aussi faible que possible. Toutefois, fixer une valeur maximale ne serait pas une solution applicable, notamment pour les fournisseurs dépendant fortement des fournisseurs primaires ou des bourses. L'OFEN va observer les développements à venir et édictera des recommandations si besoin est.

⁶ UCTE: Union pour la coordination du transport de l'électricité

7.4 Origine (annexe 4, chiffre 1.7)

Concernant l'origine, on fait pour chaque agent énergétique la distinction entre la part de courant indigène et étrangère. Déterminer le pays d'origine exact demanderait un investissement disproportionné. Dans la pratique, il est souvent impossible de le définir et le tableau perdrait en clarté. Une telle distinction n'est pas prévue dans l'UE.

8. Contrôles et sanctions

Conformément à l'article 28, alinéa 1, lettre a^{bis} de la LEnE, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende jusqu'à 40 000 francs, quiconque aura intentionnellement enfreint les dispositions relatives au marquage de l'électricité. Cela vaut notamment pour les entreprises soumises à l'obligation de marquage de l'électricité qui auraient négligé de procéder au marquage ou marqué de façon illicite de l'électricité (art. 28, lettre c OEnE) ainsi que pour les entreprises soumises à l'obligation d'information qui auraient négligé de communiquer les informations ou transmis des informations inexactes (art. 28, lettre d OEnE). L'OFEN teste dans ce but des échantillons et examine les indications motivées selon lesquelles les prescriptions ne sont pas respectées. Lors de contrôles subséquents, la comptabilité électrique et les attestations doivent être présentées.

Il est recommandé aux fournisseurs d'électricité de faire contrôler et certifier conforme leur comptabilité électrique chaque année par un expert-comptable ou un spécialiste en audit.

9. Délais

A compter de l'entrée en vigueur de la LEnE, article 5^{bis}, les entreprises soumises à l'obligation de marquage et d'information sont tenues de relever les données nécessaires au marquage. Comme l'inscription au bilan se fait après coup (ex-post), les consommateurs finaux recevront la déclaration de base pour la première fois en 2006. Les fournisseurs d'électricité disposant déjà des données requises sont libres d'introduire le marquage dès 2005. Les consommateurs finaux doivent être informés au moins une fois par an. Les fournisseurs primaires doivent transmettre les informations nécessaires aux négociants, aux fournisseurs en aval et aux fournisseurs finaux jusqu'à fin avril au plus tard (art. 1b OEnE).

III Modification relative à la compensation des surcoûts

1. Situation initiale

Les articles 5a et 5b de l'OEnE viennent en application de l'article 7 révisé, alinéa 7 de la LEnE.

Le précédent article 7, alinéa 7 de la LEnE prévoyait d'ajuster, par le biais d'un fonds de compensation cantonal, les coûts des entreprises chargées de l'approvisionnement énergétique de la collectivité (EAE), tenues de reprendre les surplus d'énergie des producteurs indépendants (PI). Dans la pratique, à l'exception du canton de Thurgovie, cette compétence n'a pas été mise à profit. Certaines EAE ont donc dû faire face à des charges financières très importantes, notamment dans les cantons de montagnes.

L'article 7 révisé, alinéa 7 de la LEné était déjà prévu dans la LME et a pu être intégré, après quelques légères modifications, à la révision de la LEné dans le cadre de la LENU. Le législateur entend ainsi alléger les charges financières des EAE. La répercussion des surcoûts des EAE tenues de reprendre les surplus d'énergie des producteurs indépendants sur les exploitants des réseaux de transport permet de répartir les coûts sur un plus grand nombre d'usagers.

Les autres dispositions relatives aux conditions de raccordement restent inchangées, en particulier le montant de la rétribution convenu entre les PI et les EAE. Les procédures d'affaires existantes entre PI et EAE tenues de reprendre les surplus d'énergie doivent être maintenues. Seuls les rapports entre les EAE et les exploitants des réseaux de transport font l'objet d'une nouvelle réglementation.

Lors des travaux préparatoires à la transposition de la nouvelle disposition légale sous forme d'ordonnance, les représentants des milieux intéressés ont été consultés, en l'occurrence la commission pour les questions concernant les conditions de raccordement des producteurs indépendants (CRAPI), des représentants des réseaux de transport et des PI ainsi que des EAE. Il a entre autres été examiné si la rémunération minimale garantie d'injection des surplus d'énergie comportait déjà une «plus-value écologique». Si tel est le cas, il faudrait éventuellement élaborer une réglementation, afin d'éviter une double indemnisation (une fois par le biais du nouveau système de compensation des surcoûts et une fois via la vente à une bourse de courant vert p. ex.). La présente proposition renonce à une telle mesure. L'article 7 de la LEné a pour but une indemnisation des injections de courant basée sur les coûts des nouvelles installations suisses de production (coûts marginaux à long terme) – ce qui n'exclut pas une commercialisation supplémentaire de la plus-value écologique d'une installation spécifique d'un PI.

2. Remboursement des surcoûts (article 5a)

2.1 Organisme indépendant, calcul des surcoûts (art. 5a, al.1)

Le réseau de transport est actuellement exploité et entretenu par plusieurs exploitants. Afin d'exécuter les nouvelles disposition en matière de mise en oeuvre, il est nécessaire de mettre sur pied un organisme unique. Pour éviter d'éventuels conflits d'intérêts, il faut que cet organisme soit indépendant, du point de vue de l'organisation, des exploitants du réseau de transport. Cet organisme rembourse aux EAE, sur demande, les surcoûts engendrés par leur reprise de l'électricité excédentaire des PI.

L'OME et le rapport explicatif correspondant expliquaient ce que la notion de surcoûts recouvre. Il en ressort que l'indemnisation de l'injection doit être neutre en terme de coûts. Pour les EAE, le fait de s'approvisionner en électricité auprès d'un PI, de produire le courant eux-mêmes ou de s'approvisionner auprès d'un fournisseur primaire ne doit pas jouer un rôle au niveau des coûts. Partant de ce principe, l'article 5a de l'OEne propose de définir les surcoûts comme étant la différence entre la rémunération de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables et les dépenses évitées par l'EAE.

Les tarifs de reprise de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables se fondent sur les prix applicables à l'énergie équivalente fournie par les nouvelles installations de production sises en Suisse (art. 7 al. 3, LEné). Pour les centrales hydrauliques, la rétribution est réservée aux installations

dont la puissance ne dépasse pas 1 MW. L'autorité compétente en vertu du droit cantonal peut, dans des cas isolés, réduire le tarif de reprise de façon appropriée s'il y a disproportion manifeste entre son taux et les coûts de production (LEne, art. 7, al. 4). Après consultation de la CRAPI, l'OFEN fixe cette rémunération sous forme d'une recommandation (art. 6, al. 2 en rapport avec l'art. 12, al. 2, lettre a de l'OEne). Les dépenses évitées correspondent aux coûts pour acquérir de l'énergie de même valeur (rétribution conforme au prix du marché, art. 4 OEne). Des tarifs de reprise supérieurs, valables selon le droit cantonal ou convenus sous le régime du droit privé ne doivent pas être employés pour calculer les surcoûts.

2.2 Droit de contrôle (article 5a, alinéa 2)

Grâce à la nouvelle réglementation, la tentation pour les EAE de minimiser les droits au remboursement des PI disparaît. L'organisme indépendant est habilité à examiner la demande des EAE afin de parer à tout abus. Sur sa demande, les EAE doivent lui transmettre les documents nécessaires pour juger de la légitimité des surcoûts invoqués. Les données sont traitées en toute confidentialité par l'organisme, dans le respect du secret de fabrication et d'affaires (art.23 de la LEne).

2.3 Avis d'exécution de l'organisme indépendant (article 5a, alinéa 3)

L'alinéa 3 garantit que l'OFEN dispose des informations indispensables à la détermination de l'exécution du report des surcoûts. Chaque année, l'organisme indépendant doit communiquer à l'OFEN un rapport l'informant de l'exécution. Les renseignements relatifs à la gestion des ressources et aux coûts administratifs d'exécution de l'organisme indépendant sont particulièrement intéressants. Les renseignements relatifs à la gestion des ressources comprennent des informations sur l'installation, les réserves financières et la gestion financière nécessaire en raison du décalage des flux de paiement.

L'OFEN envisage de publier l'intégralité ou des extraits du rapport, sous réserve du secret de fabrication et d'affaires, ainsi que de s'en servir à des fins statistiques et pour évaluer l'impact des mesures.

2.4 Compétence en cas de litiges (article 5a, alinéa 4)

Conformément à l'alinéa 3, le canton définit l'autorité chargée de trancher les litiges entre les EAE, les PI et l'organisme indépendant. Cela correspond à la réglementation de l'article 7, alinéa 6 de la LEne, qui stipule que les cantons désignent l'autorité chargée, en cas de litige entre les EAE et les PI, de fixer les conditions de raccordement.

2.5 Qualité de l'organisme indépendant pour recourir (article 5a, alinéa 5)

L'alinéa 5 a pour but, d'une part, d'informer l'organisme indépendant des décisions influant sur la compensation des surcoûts. C'est pourquoi les autorités cantonales doivent communiquer ces décisions à l'organisme indépendant. En accordant à l'organisme indépendant le droit de faire recours, il entend, d'autre part, lui donner la possibilité de s'opposer par voie juridique à de telles décisions. Par ce biais, l'organisme indépendant, qui est tenu de prendre en charge les surcoûts, doit aussi

recevoir des droits correspondants vis-à-vis des EAE, des PI et des autorités cantonales. Jusqu'à présent, seuls les EAE et les PI étaient habilités à faire recours contre de telles décisions.

3. Report des surcoûts (article 5b)

3.1 Remboursement des surcoûts par les exploitants des réseaux de transport (article 5b alinéa 1)

L'alinéa 1 autorise l'organisme indépendant à exiger des exploitants des réseaux de transport les surcoûts remboursés aux EAE, frais d'exécution compris. L'organisme doit en tout temps être en mesure de justifier ses exigences. Les exploitants des réseaux de transport peuvent, sur une base conforme au droit privé, mettre en place des instruments de contrôle leur permettant vérifier le bien-fondé des exigences. Ils peuvent par exemple faire contrôler l'organe indépendant par un organe de révision. L'indépendance de l'organe demeure ainsi sauvegardée, bien que ses activités soient contrôlées.

3.2 Report des surcoûts (article 5b, alinéa 2)

Les surcoûts sont financés par un supplément sur les coûts du réseau de transport. Ils ne doivent pas être imputés à des responsables particuliers. Ils peuvent être répercutés sur l'ensemble des consommateurs finaux par le biais des niveaux de tension les plus bas. Le législateur n'a pas prévu de mécanisme spécial de report des coûts. Ledit rapport préconise cependant un report transparent et explicite.

3.3 Avis d'exécution des exploitants des réseaux de transport (article 5b, alinéa 3)

Le report des surcoûts doit être exposé de manière claire et compréhensible dans un rapport annuel. L'OFEN doit notamment pouvoir vérifier que le report s'est fait de manière équitable et sans discrimination. Conjointement avec le rapport de l'organe indépendant (cf. 2.3 Confirmation d'exécution de l'organe indépendant; article 5b, alinéa 3), ce rapport sert à évaluer l'exécution du report des surcoûts. L'OFEN envisage également de publier l'intégralité ou certaines parties de ce rapport tout en gardant le secret professionnel et le secret commercial.

IV Modification relative aux réfrigérateurs, aux congélateurs et aux appareils combinés électriques à usage ménager alimentés par le réseau (annexe 1.2, chiffre 7 de l'OEne)

1. Situation initiale

Depuis le 1^{er} janvier 2002, la consommation d'énergie de certaines catégories d'appareils électriques ménagers doit être déclarée par le biais d'une étiquette Energie. Ces prescriptions ont été édictées dans le cadre du programme SuisseEnergie en accord avec les actes de l'UE.

Les réfrigérateurs, les congélateurs et les appareils combinés électriques à usage ménager font notamment partie des appareils électriques devant être marqués lors de leur mise en circulation. L'UE a adapté à l'évolution de la technique les prescriptions relatives à leur marquage dans la directive

2003/66/CE de la Commission du 3 juillet 2003 modifiant la directive 94/2/CE portant modalité d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques (directive 2003/66/CE). Les Etats membres ont jusqu'au 30 juin 2004 pour ajuster leurs dispositions légales en conséquence. La modification proposée de l'annexe 1.2 de l'OENE doit permettre de faire suivre cette évolution également aux normes suisses.

2. Annexe 1.2, chiffre 7.1, lettre b

Suite au changement proposé, la directive 2003/66/CE vient s'ajouter au renvoi à la directive 94/2/CE de la Commission du 21 janvier 1994 portant modalité d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques, à laquelle on se référait jusqu'à maintenant.

Ce changement se traduit, d'une part, par l'introduction de deux nouvelles catégories de rendement énergétique, à savoir les catégories A+ et A++. Cela permettra de procéder à nouveau au marquage des meilleurs appareils, alors qu'actuellement, la plupart des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés électriques entraînent dans la catégorie A. D'autre part, les facteurs de calcul de la consommation normalisée de ces appareils sont modifiés. La consommation normalisée des appareils présentant une zone de température supplémentaire (compartiment réfrigérateur) augmente ainsi légèrement, tandis que les exigences pour atteindre une certaine catégorie de rendement énergétique diminuent.

3. Conformité des dispositions proposées avec le droit européen

La modification de l'annexe 1.2 permet d'adapter le droit suisse à l'évolution du droit européen. La modification proposée est compatible avec le droit de l'UE.

Revision der Energieverordnung

**Stromkennzeichnung, Mehrkostenfinanzierung und neue
Energieeffizienz-Kategorien für Haushaltskühlgeräte**

Bericht über die Ergebnisse der Vernehmlassung (Anhörung)

Datum: 10. September 2004

Bundesamt für Energie BFE

Worbentalstrasse 32, CH-3063 Ittigen • Postadresse: CH-3003 Bern
Tel. 031 322 56 11, Fax 031 323 25 00 • Medien/Dokumentation: Tel. 031 323 22 44, Fax 031 323 25 10
office@bfe.admin.ch • www.energie-schweiz.ch

INHALTSVERZEICHNIS

1.	Zum Vernehmlassungsverfahren _____	3
1.1	Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens _____	3
1.2	Aufbau des Vernehmlassungsberichts _____	4
2.	Allgemeine Bemerkungen zur Revision der Energieverordnung _____	5
3.	Kennzeichnung von Elektrizität _____	6
3.1	Allgemeine Bemerkungen zur Kennzeichnung von Elektrizität _____	6
3.2	Kapitel 1a, 1. Abschnitt EnV: Kennzeichnung von Elektrizität _____	11
3.3	Kapitel 1a, 2. Abschnitt EnV: Nachweis der Produktionsart und Herkunft der Elektrizität _____	13
3.4	Anhang 4, Abschnitt 1 EnV: Elektrizitätsbuchhaltung für kennzeichnungs- und informationspflichtige Unternehmen _____	14
3.5	Anhang 4, Abschnitt 2 EnV: Kennzeichnung für kennzeichnungspflichtige Unternehmen _____	19
4.	Erstattung und Überwälzung der Mehrkosten _____	22
4.1	Allgemeine Bemerkungen zur Erstattung und Überwälzung der Mehrkosten _____	22
4.2	Art. 5a EnV: Erstattung der Mehrkosten _____	25
4.3	Art 5b EnV: Überwälzung der Mehrkosten _____	27
5.	Neue Energieeffizienzklassen für elektrische Haushaltskühl-, Tiefkühl- und Gefriergeräte sowie deren Kombinationen _____	29
5.1	Bemerkungen zu den neuen Energieeffizienzklassen (Anhang 1.2 Ziffer 7.1 Bst. b EnV) _____	29
6.	Weitere Bemerkungen und Anträge _____	30
6.1	EnV Art. 21a _____	30
6.2	EnV Art. 28e _____	30
6.3	Bemerkungen zu den Erläuterungen zum Entwurf vom 9. Juni 2004 zur Änderung der EnV _____	30
6.4	Anträge zur Änderung des Energiegesetzes und der -verordnung _____	31
6.5	Weitere Anliegen _____	32
	Abkürzungsverzeichnis der Vernehmlassungsteilnehmer _____	33
	Verzeichnis von verwendeten Abkürzungen _____	36

1. Zum Vernehmlassungsverfahren

1.1 Durchführung des Vernehmlassungsverfahrens

Mit Schreiben vom 16. Juni 2004 hat das UVEK den Entwurf vom 9. Juni 2004 zur Revision der eidgenössischen Energieverordnung (EnV) 59 besonders betroffenen Adressaten zur Vernehmlassung bzw. Anhörung unterbreitet; 38 Stellungnahmen trafen in der Folge ein. Uneingeladen äusserten sich 27 weitere Vernehmlasser.

Die Vernehmlassungsfrist dauerte bis zum 13. August 2004.

Die 65 eingegangenen Stellungnahmen lassen sich folgendermassen zusammenstellen:

Gruppe Vernehmlasser	Eingeladene Vernehmlasser			Nicht eingeladene Vernehmlasser	Total Stellungnahmen
	Total	Stellungnahme	Keine Stellungnahme		
Kantone (inkl. EnDK, Vorstand Energiefachstellen)	2	1	1	9	10
Politische Parteien	5	5	0	0	5
Wirtschaftsverbände sowie Arbeitgeber- und Arbeitnehmervertretungen	4	2	2	4	6
Energiepolitische und energietechnische Organisationen	17	10	7	2	12
Konsumentenorganisationen	4	3	1	0	3
Umweltschutzorganisationen	3	1	2	2	3
Elektrizitätswirtschaft	21	15	6	9	24
Weitere Vernehmlasser	3	1	2	1	2
Total	59	38	21	27	65

1.2 Aufbau des Vernehmlassungsberichts

Der Vernehmlassungsbericht fasst die eingegangenen Stellungnahmen der Vernehmlassungsteilnehmer (in alphabetischer Reihenfolge) systematisch zusammen.

Im Kapitel 2 werden allgemeine Bemerkungen zur Revision der EnV zusammengefasst.

Der Bericht ist sodann in die drei Themenbereiche gegliedert, welche von der Revision der Energieverordnung betroffen sind:

1. Kennzeichnung von Elektrizität (Kapitel 3)
2. Erstattung und Überwälzung der Mehrkosten (Kapitel 4)
3. Zusätzliche Energieeffizienzklassen für Haushaltskühlgeräte (Kapitel 5)

Kapitel 6 enthält weitere Bemerkungen und Anträge.

2. Allgemeine Bemerkungen zur Revision der Energieverordnung

Die vorgeschlagene Revision der EnV wird (mehrheitlich) begrüsst [AEE, AET, CVP, coop, ecosui, EnDK, EnFo, ewz, FRC, grüne, OW, pronatura, puschi, SAFE, WWF, SE-S, SP, SWV, SZ, TI], doch seien noch nicht alle Details zufriedenstellend gelöst [AEE, SE-S, SP].

[swissmem] kann der vorgeschlagenen Revision der EnV in der vorliegenden Form nicht zustimmen und wünscht, „dass unproduktives Aufblähen des administrativen Aufwands konsequent vermieden wird“.

Die Kantone [EnDK, OW, SZ, TI] sowie [FRC] unterstützen eine schnelle Inkraftsetzung der neuen Bestimmungen.

[RoEn] bemerkt, dass die Inkraftsetzung der revidierten EnV per 1.1.2005, zumindest was die Stromkennzeichnung betrifft, keineswegs verbindlich sei.

Mit dem StromVG sowie den dazu gehörenden Änderungen des EnG und der EnV sei dafür zu sorgen, dass nicht zusätzliche Entscheidungsinstanzen und Kommissionen entstehen, welche unter verschiedenen Aspekten die gleiche Materie behandeln [EnDK, OW, SZ].

Der [VUE] schlägt vor, den ganzen Verordnungstext dahingehend zu prüfen und zu überarbeiten, dass:

- Zertifikatlösungen konsequent berücksichtigt werden
- nur von ökologischen Mehrwert gesprochen wird, wo auch ein solcher vorliegt (und nicht nur Herkunftsattribute gemeint sind).

3. Kennzeichnung von Elektrizität

3.1 Allgemeine Bemerkungen zur Kennzeichnung von Elektrizität

Insgesamt äussern sich 62 Stellungnehmende zu den vorgeschlagen Bestimmungen zur Kennzeichnung von Elektrizität.

36 Stellungnehmende [ADEV, AEE, AET, BE, BS, coop, CVP, ecosui, EnDK, EnFo, EOS, ewb, ewz, FRC, GR, grüne, IWB, kf, OW, pronatura, pusch, RE, SAFE, SE-S, SES, SIG, SKS, SO, SP, swisspower, SWV, SZ, TI, VKE, VUE, WWF] sind mit den vorgeschlagenen Regelungen (grundsätzlich) einverstanden und wünschen sich eine möglichst baldige geregelte Einführung der Stromkennzeichnung.

26 Stellungnehmende stehen der Kennzeichnungspflicht und/oder den vorgeschlagenen Bestimmungen negativ oder zumindest kritisch gegenüber [AEW, AR, atel, axpo, BKW, CKW, CP, EBM, electsui, EKT, EKZ, FDP, HKBB, KGL, RoEn, SEL, SIE, SNE, SVP, swissel, swissmem, VPE, VSE, VSEI, WWZ, ZG].

5 Stellungnehmende beantragen einen vollständigen Verzicht auf die Stromkennzeichnung.

Für den Fall, dass an der Kennzeichnungs- und Informationspflicht festgehalten wird, wurden folgende Eventualanträge gestellt:

- Auszuweisen sind die Anteile der Energieträger pro Produkt an den Endkunden (d.h. nicht der gesamten Elektrizität an die Endkunden) nach dem Prinzip der „best available information“ [axpo].
- Die Stromkennzeichnung sei zurückzustellen und gleichzeitig mit der Einführung der Strommarktöffnung, d.h. ab 2007 einzuführen [axpo, EKZ].

[ZG] lehnt die Einführung einer Kennzeichnungspflicht entschieden ab: Solange die Konsumentinnen und Konsumenten ihren Lieferanten nicht frei wählen könnten, mache eine Kennzeichnungspflicht keinen Sinn. Ist die Wahl möglich, müsse es Sache der Lieferanten sein, ihre Kundinnen und Kunden von der besonderen Herkunft des Stroms zu überzeugen. Sollte die EU eine Kennzeichnungspflicht einführen, sei das Thema wieder aufzurollen.

[AEW, AR, atel, BKW, CKW, CP, EBM, HKBB, KGL, RoEn, SEL, SVP, swissel, WWZ] stellen sich grundsätzlich nicht gegen eine Kennzeichnungspflicht, fordern aber, dass die Stromkennzeichnung bis zum Inkrafttreten einer gesetzlichen Regelung über die Strommarktöffnung aufzuschieben sei. [FDP, VSE, VSEI] wünschen sich, dass eine solche Verschiebung der Kennzeichnungspflicht zumindest in Erwägung gezogen wird.

[EnFo] erachtet eine Verschiebung nötigenfalls annehmbar, in Anbetracht dessen, dass die Kernenergieverordnung ebenfalls nicht zum Jahresbeginn in Kraft gesetzt werden kann.

Folgende Argumente gegen die Kennzeichnungspflicht bzw. deren Einführung per 2005 wurden genannt:

Die Kennzeichnung hänge unmittelbar mit der regulierten Marktöffnung zusammen/das Marktmodell für die Strommarktöffnung in der Schweiz stehe noch nicht fest [AEW, atel, BKW, CP, EBM, HKBB, SEL, SVP, swissel, WWZ]. Die Stromkennzeichnung mache nur Sinn, wenn die Konsumenten ihre Anbieter frei wählen könnten [RoEn, SVP, WWZ].

Der umweltfreundliche schweizerische Strommix sowie der Strommix ihres gewählten Stromprodukts sei interessierten Kunden jederzeit zugänglich [AEW, axpo, CKW, HKBB, VPE]. Die EVU publizierten die Herkunftsdeklaration heute schon freiwillig in ihren Geschäftsberichten und die direkte Einführung einer Kennzeichnungspflicht widerspreche dem Subsidiaritätsprinzip und dem Kooperationsprinzip [EBM].

Der Vollzugaufwand der vorgeschlagenen Lösung stehe in keinem Verhältnis zum Informationsbedürfnis der Stromkonsumenten [AEW, axpo, CKW, EKT, KGL, SVP]. Die Zusatzkosten verteuerten die Elektrizität, was für die Schweizerischen Unternehmen einen Standortnachteil bringe [EBM, HKBB].

Auf internationaler Ebene bestünden noch grosse Unsicherheiten über die Ausgestaltung der Stromkennzeichnungspflicht. Die Regelung sei nicht auf den Zeitplan der EU abgestimmt [AR, atel, BKW, CKW, EBM, EKZ, elecsui, SEL, SES, swissel, VSE, VSEI]; Ein Vorprellen der Schweiz sei nicht gerechtfertigt [axpo, CKW, EBM, EKZ].

Es bestünden widersprüchliche Erwartungen von Seiten der Konsumenten und der Elektrizitätswirtschaft [atel, BKW, CKW, swissel, VSE, VSEI]. Der vorgeschlagene Ansatz sei nicht ausgereift [CKW, VPE].

Die vorgeschlagene Lösung verschaffe dem Kunden nicht die nötige Transparenz, da im Rahmen des grenzüberschreitenden Stromhandels der schweizer Strom mit ausländischem, nicht gekennzeichneten Strom vermischt werde [BKW].

Gemäss [elecsui, BKW, VSE, VSEI] sind vertiefte Abklärungen vorzunehmen, um die Koordination mit den Lösungen in den benachbarten EU-Ländern sicherzustellen. Auch [SNE] ist der Meinung, dass die Bestimmungen zur Kennzeichnung überarbeitet werden müssten, da sie den geforderten Zielen nicht genügend gerecht würden.

[swissmem] hat einige grundsätzliche Bedenken zur Revision der EnV. Es gäbe ein Schnittstellenproblem zwischen der Klimapolitik und dem Renewable Energy Certificate

System (RECS). Auf der Ebene einzelner Firmen mit einem Umweltmanagementsystem oder mit einem Engagement in der Schweizer Klimapolitik könne die Kennzeichnungspflicht eine indirekte, nicht unbedeutende Konsequenz haben, da man bei der Berechnung der CO₂-Emissionen bislang davon ausging, dass der in der Schweiz verbrauchte Strom praktisch CO₂-neutral sei. Da erwartet würde, dass CO₂-freier Strom an Bedeutung gewinnt, sei es wahrscheinlich, dass vermehrt wesentliche Anteile dieses Stroms ins Ausland verkauft werden, was zu einer Verschlechterung des Schweizer Strommix führe. Aus dieser Situation ergäben sich eine Reihe von ungelösten Bilanzierungsfragen zu Energie- und CO₂-Buchhaltungen, deren Lösung den administrativen Aufwand erhöhe, ohne dass diesem Aufwand ein konkreter Umweltnutzen gegenüber stehe. Es sei abzusehen, dass der Strom in der Schweiz mit der Kennzeichnung weder billiger noch ökologischer werde.

Der Bundesrat wird gebeten, die EU-Richtlinie [CVP, EnFo], die von der Eurelectric erarbeitete Interpretationshilfe zur Stromkennzeichnung [EnFo] sowie Änderungswünsche der Branche [CVP, EnFo] zu beachten.

[FRC] weist darauf hin, dass die Stromproduzenten und –lieferanten bereits seit längerem wüssten, dass eine Kennzeichnungspflicht eingeführt werden soll, und damit auch die Zeit gehabt hätten, sich vorzubereiten. Für die Konsumenten sei es wichtig, dass diese Anstrengung in Richtung Transparenz so bald als möglich gemacht werde.

Auch [SKS] fordert eine rasche und umfassende Einführung der Kennzeichnungspflicht, da sie sich bereits lange dafür einsetzt, dass die Konsumentinnen und Konsumenten transparent über die Herkunft der Elektrizität sowie über die prozentualen Anteile der verschiedenen Energieträger informiert werden.

[SO] erachtet die geplante Stromkennzeichnung als notwendig und richtig. Sie Sorge insbesondere für Transparenz und helfe dadurch mit, den Stellenwert von Strom aus erneuerbaren Energien künftig zu verbessern. Auch [TI] ist der Meinung, dass die Kennzeichnung ein wichtiger Schritt zu mehr Transparenz und Information sei.

Die gegenwärtigen Ausführungen in den Erläuterungen, insbesondere die Möglichkeit, die obligatorische Kennzeichnung gemäss EnV mit Produkthinweisen zu ergänzen, erfüllen die Bedürfnisse des [VUE], dass die Anforderungen an die Kennzeichnung nicht im Widerspruch stehen mit den Anforderungen an die Zertifizierungen nach naturemade, sondern eine Basis für eine solche darstellen können. Grundsätzlich wird aber bedauert, dass die verschiedenen erprobten und breit abgestützten Ansätze im Instrumentarium des Strom-Qualitätslabels naturemade in den Erläuterungen nicht erwähnt wurden.

[EOS] betont, dass das Schweizerische Kennzeichnungssystem EU-kompatibel sein müsse. Das europäische System und die schweizerische Lösung gingen von der an die Endkunden gelieferten Elektrizität aus (Lieferantenmix), weshalb der gewählte Ansatz als

korrekt eingestuft wird. [atel] wünscht sich ebenfalls ausdrücklich, dass das Konzept „Lieferantenmix“ weiterverfolgt wird.

[RE] befürwortet eine termingerechte Einführung der Stromkennzeichnung per 1.1.2005 und begrüsst es sehr, dass sich die Stromkennzeichnung auf den Lieferantenmix und nicht auf den Produktions- oder Beschaffungsmix bezieht. Ohne diese Umsetzungen riskiere die Schweiz, dass die Exportmöglichkeiten der Schweizer EVU für Strom aus erneuerbaren Quellen gefährdet würden.

[ewb, swisspower] stufen die Revision der EnV bezüglich Stromkennzeichnung als EU-kompatibel ein, wünschen sich aber keinen unverhältnismässig grossen Aufwand. Insbesondere wird betont, dass im Falle von abweichenden Adressen zwischen Rechnungsempfänger und physikalischer Abnahmestelle, mit der Kennzeichnung auf der (jährlichen) Stromrechnung des physikalischen Stromlieferanten die Pflicht als erfüllt betrachtet werden müsse.

[ewz] unterstützt den Änderungsentwurf der EnV, insbesondere den in den Erläuterungen beschriebenen Lieferantenmix und die Herkunftsnachweise gemäss Art. 1c. Der Vorschlag stelle die Glaubwürdigkeit gegenüber den Kunden sicher und entspreche auch den Vorstellungen in der EU.

[BKW, CKW, swissel] schlagen vor, das Konzept „Beschaffungsmix“ weiterzuverfolgen, wonach die gesamte Beschaffung eines Lieferanten zu deklarieren ist.

Dagegen macht [SNE] geltend, dass der „Produktions- oder Beschaffungsmix“ für eine Kennzeichnung im Sinne einer Endkundeninformation oder zur Deklaration von Stromlieferungen völlig ungeeignet und verwirrend für die Konsumenten wäre. Eine Information basierend auf dem Produktions- oder Beschaffungsmix sollte nicht auf der Stromrechnung erfolgen, sondern mittels geeigneter Medien (z.B. Geschäftsbericht). Für eine Kennzeichnung im Sinne einer Deklaration, welche dem Kunden und den anderen Anspruchsgruppen einen wirklichen Nutzen bringt, komme nur eine vertragsbasierende Volldeklaration (Geldflussmodell) in Frage. Dass innovative Unternehmen dabei etwas mehr Aufwand betreiben müssen, sei [SNE] klar, aber im Sinne der Glaubwürdigkeit und Kundenorientierung zu akzeptieren. Auch [VKE] würde die Frage der Einführung einer vertragsbasierenden Volldeklaration als berechtigt halten.

Aus Sicht [SEL, SIE, SIG] sollte das Kennzeichnungssystem auf Zertifikatsbasis aufgebaut werden. Das Prinzip der Trennung physikalischer Energie und ihrer Qualität sowie das Prinzip der separaten Vermarktung der Zertifikate sollten in der Verordnung verankert werden [SIG]. Mangels internationalem Zertifikatesystem, sollten die Kunden zumindest informiert werden, dass das Kennzeichnungssystem auf dem Prinzip „Treu und Glauben“ der EVU beruht [SIE].

[AEW] wünscht sich eine auf die EU-Normen reduzierte Kennzeichnungspflicht. Auch [RoEn] bemerkt, dass die EU-Bestimmungen weniger weit gehen als die vorgeschlagenen Regelungen; so werde in der EU keine Angabe über die Herkunft verlangt, sondern lediglich Informationen über die Umweltauswirkungen der Elektrizität. Auch die Kantone [EnDK, OW, SZ] beantragen, die Bestimmungen betreffend Herkunftsangabe der Elektrizität an die Regelung der EU anzupassen.

[atel] weist darauf hin, dass die Stromkennzeichnungspflicht so zu regeln sei, dass für die Elektrizitätsunternehmen kein übermässiger Zusatzaufwand entsteht.

[SWV] fordert eine möglichst unbürokratische und kostengünstige Umsetzung, was mit dem vorliegenden Vorschlag erfüllt sei. Ferner sei anzustreben, dass die staatliche Aufsicht über die Kennzeichnungspflicht und die Mehrkostenerstattung auf ein absolutes Minimum angesetzt werde, auch dieser Grundsatz sei laut [SWV] erfüllt.

[SWV] beantragt ausserdem, dass die jeweils aufgeführten Inhalte der Kennzeichnungen, Informationen und Nachweise bei allen drei Stufen einheitlich und an einer Stelle zusammenfassend dargestellt werden. Als Muster schlägt [SWV] vor:

- a) die Elektrizitätsmenge
- b) die Energieträger, aus welchen diese zusammengesetzt ist
- c) die Herkunft bezüglich in- oder ausländischer Produktion
- d) den Zeitraum für obige Angaben.

[ADEV] erachtet es als wichtig, dass der Nachweis und die Kennzeichnung von einem allfälligen Zertifikatemarkt (Grüne Zertifikate) strikt getrennt wird, was mit der Formulierung in den Artikeln 1a bis 1d erfüllt sei. Der Nachweis soll nicht als grünes Zertifikat (Mehrwert) handelbar sein.

[coop] ist der Meinung, dass erst die zwingende Deklaration von Herkunft und Art der Elektrizitätserzeugung es ermöglichen wird, erfolgreich mit ökologischen Elektrizitätsangeboten auf dem Markt aufzutreten. Wichtig erscheint [coop] dabei v.a. die Rückverfolgung der Angaben, was im vorliegenden Entwurf berücksichtigt sei.

[AEE] regt an, die kann-Formulierung aus den Erläuterungen, dass die Kennzeichnung die Marketinganstrengungen für erneuerbare Energien unterstützen kann, auch in der Verordnung festzuhalten.

[GR] begrüsst die Zielsetzung und Grundsätze der Stromkennzeichnung sowie die damit verbundene Förderung der Wasserkraft. Die Umsetzung soll praktikabel und kostengünstig sowie für Endverbraucher verständlich sein, weiter seien Missbräuche zu verhindern und im Eintreffensfall wirkungsvoll zu bestrafen. [GR] erachtet diese Voraussetzungen im vorliegenden Entwurf als erfüllt.

Aus Sicht [ecosui] muss ein Kennzeichnungssystem folgende Kriterien erfüllen: es soll glaubwürdig sein und Transparenz schaffen, kompatibel sein mit den EU-Bestimmungen und die Elektrizität nicht verteuern. Diese Kriterien seien mit dem vorgeschlagenen Entwurf erfüllt.

[RoEn] hinterfragt, wieso lediglich die Elektrizität der Kennzeichnungspflicht unterstellt wird und nicht auch andere „Energiearten“ (Brenn- und Treibstoffe).

3.2 Kapitel 1a, 1. Abschnitt EnV: Kennzeichnung von Elektrizität

[BKW, elecsui] stellen den Antrag, **Art. 1a Abs. 1** folgendermassen neu zu formulieren: „Unternehmen, die in der Schweiz Endverbraucher mit Elektrizität beliefern (kennzeichnungspflichtige Unternehmen) müssen ihre Endverbraucher einmal pro Jahr bezogen auf die durch das Unternehmen gesamthaft beschaffte Elektrizität unter Einschluss der Nettobilanz des Handelsgeschäfts informieren über:...”

[VSE, VSEI] beantragen **Art. 1a Abs. 1** folgendermassen zu ändern: „Unternehmen, die in der Schweiz Endverbraucher mit Elektrizität beliefern (kennzeichnungspflichtige Unternehmen) müssen ihre Endverbraucher einmal pro Jahr bezogen auf die durch das Unternehmen gesamthaft beschaffte Elektrizität unter Berücksichtigung der Handelsgeschäfte informieren über:...”

Durch den Kauf und Verkauf von Strom könne Strom aus weniger beliebten Quellen durch Strom aus beliebteren Quellen ersetzt werden [BKW, VSE, VSEI]. Dadurch entstehe letztlich ein geschlossenes System von Stromprodukten [elecsui, VSE, VSEI] und eine Irreführung der Kunden sowie eine Verzerrung des Wettbewerbs [BKW]. Eine Orientierung an der gesamthaft beschafften Energiemenge der Unternehmung vermeide ausserdem die Ungleichbehandlung von direkt und indirekt (via Endverteiler) belieferten Kunden [elecsui, VSE, VSEI] und vermeide die Umgehungsgeschäfte [VSE, VSEI].

[WWZ] verlangt, dass die Information nicht zwingend mittels individuell adressierter Mitteilung (z.B. auf Stromrechnung) zu erfolgen hat, sondern auch generell in amtlichen Publikationsorganen oder im Internet erfolgen kann und beantragt Art. 1a Abs. 1 folgendermassen zu ändern: „Unternehmen, die...müssen mindestens einmal pro Jahr...Elektrizität öffentlich informieren über...”.

[BKW, elecsui, EnDK, EOS, OW, SZ, VSE, VSEI] beantragen die Streichung von **Art. 1a Abs. 1 Bst. b** (Herkunft der Elektrizität, Produktion im In- oder Ausland), da die Angabe irreführend und mit einem Mehraufwand verbunden sei [BKW, elecsui, VSE, VSEI], die Vorschrift im Widerspruch zur EU-Richtlinie stehe [BKW, elecsui, EOS, VSE, VSEI] und unter Umständen sogar Klagen wegen Diskriminierung ausgelöst werden könnten [VSE, VSEI]. Eine freiwillige Mehrinformation soll aber möglich sein [elecsui, VSE, VSEI].

Die Frage der Deklaration bei Bündelkunden müsse auf effiziente Art gelöst werden [VSE, VSEI].

[VSEI] beantragt die Ergänzung von Art 1a mit einem neuen Abs. 4, mit der Pflicht, die obligatorische Kennzeichnung mit einem kurzen Hinweis auf die physikalischen Realitäten zu ergänzen.

Art. 1b Abs. 2 sei wie folgt zu ergänzen [elecsui, VSE, VSEI]:

“Die Informationen nach Absatz 1 müssen rückwirkend für das vergangene Kalenderjahr, jeweils bis spätestens Ende April mitgeteilt werden. Abweichende vertragliche Vereinbarungen bleiben vorbehalten, insbesondere wenn die Versorgungskette mehr als 2 Unternehmungen umfasst, oder wenn sich die beteiligten Unternehmungen auf Angaben nach dem hydrologischen Jahr einigen.“

Art. 1b Abs. 2 soll wie folgt angepasst werden [ewb]: „...für das vergangene Kalenderjahr, jeweils bis spätestens zum Zeitpunkt des Versands der nächsten Rechnung nach Februar mitgeteilt werden...“, da bei halbjährlich verrechneten (kleinen) Kunden der Versand der Rechnungen erst im August stattfindet.

[WWZ] stellt den Antrag, **Art. 1b Abs. 2** wie folgt zu ändern: „Die Informationen...rückwirkend für das vergangene hydrologische Jahr, jeweils spätestens bis Ende Dezember...“.

[SIG] beantragt, **Art. 1b** mit einem Absatz folgenden Wortlauts zu ergänzen:

“Die Informationen nach Art. 1b Abs. 1 müssen in Form eines Nachweises gemäss Art. 1c weitergegeben werden“.

[AEE, FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] erachten eine jährliche Information als ungenügend und beantragen, dass die Kennzeichnung beim Endverbraucher mindestens quartalsweise [FRC], mindestens bei jeder Rechnungsstellung [AEE, FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] bzw. regelmässig [SKS] erfolgen muss, damit Auswirkungen sowie die gewünschte Sensibilisierung auf Konsumentenseite erfolgen können.

Die Kennzeichnung soll analog zur EU auch Umweltinformationen beinhalten, namentlich die Angabe der CO₂-Emissionen sowie des nuklearen Abfalls [FRC, kf, SKS].

[kf] macht folgenden Änderungsvorschlag für **Art. 1a Abs. 1 und Bst. a**:

“1. Unternehmen, die in der Schweiz Endverbraucher mit Elektrizität beliefern (kennzeichnungspflichtige Unternehmen) müssen ihre Endverbraucher bei jeder Rechnungsstellung bezogen auf die gesamthaft an diese gelieferte Elektrizität informieren über:

a) die prozentualen Anteile der eingesetzten Energieträger und – wenn vorhanden – das Anfallen von CO₂ oder von nuklearem Abfall.“

Die Kennzeichnung soll nicht nur mit oder als Beilage zur Stromrechnung erfolgen, sondern auf allen Kommunikationswegen des Unternehmens (Verträge, Internetseite,

kommerzielle Kommunikationsmittel, Werbematerialien) [FRC] bzw. auf sämtlichen Werbematerialien [AEE, FRC, grüne, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF].

3.3 Kapitel 1a, 2. Abschnitt EnV: Nachweis der Produktionsart und Herkunft der Elektrizität

[SWV] begrüsst die „Kann“-Formulierung der Nachweise und dass keine übermässig einschneidenden Anforderungen an die Prüf- und Konformitätsbewertungsstellen verlangt werden. Die Nachweise (nach Art. 1c) sollten nur zum Tragen kommen, wenn sich Missbräuche beim Vollzug ergeben würden.

Die Einführung spezieller Prüf- und Konformitätsbewertungsstellen verteuere die Elektrizität. Die Prüfung der Energiebilanzen und Herkunftsnachweise sollte aus Effizienzgründen wenigstens von den ordentlichen Revisionsstellen der Elektrizitätsversorgungsunternehmen wahrgenommen werden können [EBM].

An das Prüfverfahren dürften keine allzu hohen oder gar faktisch unmöglichen Bedingungen geknüpft werden. Das Verfahren dürfe nicht zu aufwändig gestaltet werden, damit keine unnötigen Kosten anfallen [EBM].

Aufgaben und Rolle der Prüf- und Konformitätsbewertungsstellen sowie die Tragweite dieser Bestimmungen seien unklar [RoEn].

Gemäss [RE] soll die Einrichtung von offiziell beauftragten Prüf- und Konformitätsbewertungsstellen /Ausgabestellen unverzüglich in Angriff genommen werden.

[ewz] beantragt den Begriff Nachweis durch Herkunftsnachweis zu ersetzen, da Sinn des Art. 1c die Schaffung einer der EU-Richtlinie 2001/77/EC Art. 5 (Herkunftsnachweise) analogen schweizerischen Gesetzesgrundlage sei.

[ewz] beantragt folgende Ergänzungen bzw. Anpassungen:

Art. 1c neue Bst. d:

d. bei Wasserkraftanlagen die Angabe der Leistung

Art. 1c Abs. 3:

“Der Nachweis nach Absatz 1 kann zur Erfüllung der Informationspflicht nach Artikel 1b und Artikel 1a verwendet werden.”

Art. 1d Abs. 2, Prüfverfahren:

“Das Departement legt das Prüfverfahren fest. Dieses wird so ausgestaltet, dass eine internationale Anerkennung gewährleistet wird.”

[RoEn] beantragt, die Nachweise auf Elektrizität aus erneuerbaren Energien zu beschränken.

3.4 Anhang 4, Abschnitt 1 EnV: Elektrizitätsbuchhaltung für kennzeichnungs- und informationspflichtige Unternehmen

Kategorien der Energieträger

Eine praktikable, einheitliche, klare und einfach zu handhabende Deklaration soll sich auf die wesentlichen Informationen beschränken, nämlich erneuerbare, nicht erneuerbare und ein kleiner Anteil aus Herkunft, die nicht überprüfbar ist [AEW].

[axpo, VKE] beantragen **Anhang 4, Ziff. 1.2** folgendermassen zu ändern:
"Minimal müssen die Kategorien „Erneuerbare“, „Kernenergie/CO₂-frei [axpo]“ und „Fossile Energieträger“ sowie „unbekannt/nicht überprüfbare Energieträger“ [VKE] ausgewiesen werden.

Auch [elecsui, VSE, VSEI] fordern, dass die vorgeschriebenen Kategorien auf „Erneuerbare Energien“, „Kernenergie“ und „Fossile Energieträger“ reduziert werden.

[SWV] hat zu den Kategorien der Energieträger keine Bemerkungen und hält die Beschränkung auf wenige wesentliche Kriterien als sinnvoll.

Kategorie „Abfälle“

[AEE] versteht den Entwurf in dem Sinne, dass der Strom aus Deponien und KVA als „nicht erneuerbar“ bezeichnet wird, was nicht nachvollziehbar sei. Für [BE] sei Energie aus Biomasse unabhängig von der Verwertungsart erneuerbar.

[elecsui, VSE, VSEI] erachten das Führen einer separaten Kategorie „Kehrichtverbrennung“ als wenig sinnvoll, da dieser Anteil bei vielen Unternehmungen sehr klein sei. Sie soll bei den „Erneuerbaren“ eingeschlossen werden. Dieses Vorgehen wäre bei der ausführlichen Erklärung der Deklarationspraxis auszuweisen und dürfe nicht dazu führen, dass Strom aus KVA im Sinne von EnG Art. 7 Abs. 3 inskünftig entschädigt werden müsste [VSE, VSEI]. [EnDK, OW, SZ] fordern, dass Abfälle aus KVA und Deponien als eigene Unterkategorie unter „Übrige erneuerbare Energien“ geführt werden.

Auch [FRC] würde es begrüssen, wenn die Abfälle in die Kategorie „Erneuerbare Energien“ integriert würden. Ausserdem schlägt [FRC] vor, die Kategorie „déchets“ (Abfälle) in „valorisation thermique des déchets“ (Thermische Verwertung der Abfälle), „valorisation des déchets“ (Verwertung der Abfälle) oder „incinération des déchets“ (Müllverbrennung) umzubenennen.

[ewb] möchte den Text zum Index „a“ der Unterkategorie „Biomasse“ wie folgt angepasst haben: „Feste und flüssige Biomasse sowie Biogas, inklusive biogene Abfälle in Kehrlichtverbrennungsanlagen und Deponien.“

[kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] schlagen vor, dass für den Strom aus Abfällen in der Liste eine dritte Gruppe eingeführt wird: „Strom aus teilweise erneuerbarer Energie“.

Der [VUE] begrüsst die Absicht, Strom aus Deponien und KVA nicht als erneuerbar einzustufen. Die separate Führung der Kategorie „Abfälle“ wird auch von [pusch] begrüsst, da bei dieser Form der Energiegewinnung letztlich nur ein Anteil als erneuerbar bezeichnet werden könne. [pusch] weist jedoch auf die uneinheitliche Einordnung der Energie aus KVA hin (Statistik vs. Energieverordnung) und schlägt deshalb vor, dass diese Energie künftig auch in der Statistik separat auszuweisen sei.

Kategorie „nicht überprüfbare Energieträger“

Eine Deckelung des Stroms aus nicht überprüfbarer Herkunft auf 5% [AEE, grüne, kf, SKS] bzw. 3% [FRC, pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF] sollte festgelegt werden.

Der Anteil der nicht überprüfbaren Energieträger sollte so weit wie möglich (vorzugsweise auf 0%) reduziert werden, weshalb [SIG] folgendes Prinzip in der Verordnung verankern möchte:

„Die Energieversorgungsunternehmen unternehmen alle Anstrengungen, den Anteil „nicht überprüfbarer Herkunft“ „abzubauen““.

Diese Kategorie wird von [BE] als nicht ganz unproblematisch erachtet, da sie zu einer Aushöhlung der Kennzeichnungspflicht führen könne; in einem solchen Fall müsste sie nach einigen Erfahrungsjahren überdacht werden.

Eine Ergänzung „...aus Handel“ oder eine Schlüsselung nach UCTE-Mix sollte möglich sein, da der Ausdruck „nicht überprüfbare Energieträger“ für sich allein negative Vorstellungen wecke [elecsui].

Strom unbekannter Herkunft sollte mit „UCTE-Mix“, ergänzt mit der Bezeichnung „nicht vertraglich spezifiziert“, anstelle von „nicht überprüfbare Energieträger“ benannt werden [EOS].

[SVP] erachtet die Wortwahl „nicht überprüfbare Energieträger“ als völlig inakzeptabel, wenn die Kennzeichnung diskriminierungsfrei und wertneutral erfolgen sollte. Diese Formulierung sei negativ konnotiert, da sie eine zweifelhafte Herkunft suggeriere.

[FRC] schlägt vor, diese Kategorie als „provenance inconnue“ (unbekannte Herkunft/Energieträger) zu bezeichnen.

Unterkategorien der Energieträger/WKK

Die Unterkategorien sollten erst ab 1% aufgeführt werden müssen [AET].

Eine obligatorische Detaillierung mit Unterkategorien könne ab einem gewissen Schwellenwert – sicher nicht ab 0% - sinnvoll sein [elecsui, VSE, VSEI].

Die Unterscheidung zwischen „Wasserkraft“ und „Übrige erneuerbare Energien“ sei nicht gerechtfertigt [FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF], ausserdem gäbe es keinen Grund, Unterkategorien zu definieren [FRC, grüne].

Auch die fossilen Energieträger seien klar nach Energieträger aufzuschlüsseln [grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF], ausserdem sollte der Anteil an Wärme-Kopplung sichtbar gemacht werden [BS, grüne, IWB, pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF] oder zumindest geprüft werden [kf].

[BS, IWB] schlagen vor, im Sinne einer Vereinfachung, die vorgeschriebene Differenzierung der Energieträger Gas, Öl und Kohle zu prüfen.

[FRC] schlägt folgende Einteilung der Energieträger-Klassen vor:

Energies renouvelables:

Energie hydraulique
Energie solaire
Energie éolienne
Biomasse
Géothermie
Valorisation thermique des déchets

Energie non renouvelables:

Energie nucléaire
Pétrole
Gaz naturel
Charbon

Energie de provenance inconnue

[kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] schlagen zum besseren Verständnis folgende Einteilung vor:

Strom aus erneuerbare Energien:

Biomasse*
Geothermie*
Sonnenenergie
Wasserkraft
Windenergie

Strom aus teilweise erneuerbarer Energie:

Strom aus Abfällen*

Strom aus nicht erneuerbarer Energie:

Kernenergie/Atomenergie* [pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF]
Strom aus Erdgas*
Strom aus Erdöl*
Strom aus Kohle*

* jeweiliger Anteil Wärmekraft-Kopplung [pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF]

[SEL, SIG] würden es begrüßen, wenn bei der Wasserkraft zwischen kleiner (bis 1 MW), mittlerer (1-10 MW) und grosser (> 10 MW) Wasserkraft unterschieden würde.

Mix für Wiederverkäufer

Es sei für [AET, SES] unklar, wie der Mix für Wiederverkäufer berechnet werde bzw. wie zwischen eigenen Kunden und Weiterverteilern unterschieden werden sollte.

Produktdeklarationen

Unverständlich ist für [RoEn, SIE], wieso die in Form von speziellen Stromprodukten an Endkunden gelieferte Elektrizität nicht in Abzug gebracht werden muss. Damit werde ein falsches Signal an die Kunden gegeben, welche lediglich „Normalstrom“ beziehen. Es sollte möglich sein, diesen Kunden eine zusätzliche Tabelle zu präsentieren, welche die an „Produktkunden“ gelieferte Elektrizität nicht beinhaltet [SIE].

Bezugsjahr

Der Bezug auf das Kalenderjahr sei grundsätzlich problematisch, da in der Elektrizitätsbranche das hydrologische Jahr üblicherweise das Geschäftsjahr sei [axpo, SES]. Die Zählerablesungen erfolgten bei den meisten Elektrizitätswerken im Frühling und Herbst

[AEW]. Für das hydrologische Jahr als Bezugsjahr bzw. das Überlassen der Wahl der Branche [EnDK, OW, SZ] sprechen sich auch [EnDK, EKZ, OW, SZ, WWZ, VKE] aus.

Stromhandel/Zertifikatehandel

Die Herkunftsdeklaration müsse auch eine Differenzierung der Strombeschaffung in der Versorgung für Endkunden und Energiehandelsgeschäfte/Pumpspeicher ermöglichen [BS, IWB].

Der Einbezug von frei gehandeltem Strom oder von Zertifikaten sei fragwürdig, zumindest müsste eine Liste der anerkannten Länder zusammengestellt werden [eelsui, VSEI].

Dagegen ist [RE] der Meinung, dass der Handel mit Zertifikaten (z.B. RECS) integraler Bestandteil des Stromkennzeichnungssystems sein müsse.

Es sei für [AEE, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] unklar, wie die Handelsströme in der Elektrizitätsbuchhaltung der Unternehmen berücksichtigt würden. Daher sollten:

- Verordnung und Erläuterungen detailliert klären, wie Handelsenergie deklariert wird
- Beschaffungsverträge von Atomstrom aus dem Ausland als „Eigenproduktion“ erkennbar gemacht werden
- Prüf- und Konformitätsbewertungsstellen vom Departement klare Instruktionen erhalten. Doppelzählungen von erneuerbarer Energie – im In- und Ausland – sollen ausgeschlossen werden.

Ein intensives Kontrollsystem (z.Bsp. RECS) sollte mindestens jedes Quartal den Austausch von Handelsenergie dokumentieren, damit Doppelzählungen von Erneuerbarer Energie vermieden werden können [AEE].

Anhang 4, Ziff. 1.8 ist für [SWV] unklar: da die Kennzeichnung nur die an die Endverbraucher in der Schweiz abgegebenen Elektrizität betrifft, schein aus dieser Definition bereits hervorzugehen, dass die „nicht direkt an Endverbraucher gelieferte Elektrizität“ in Abzug gebracht werden müsse.

[swissmem] gibt zu bedenken, dass wenn ein Produzent seinen mit Wasserkraft produzierten Strom ins Ausland verkauft, er den Kunden in seinem Versorgungsgebiet nur noch Strom unbekannter Herkunft und Zusammensetzung verkauft. Richtigerweise müsste der Verkäufer des Wasserstroms die gleiche Menge Strom von seinem Käufer mit der Ursprungsbezeichnung des Stroms übernehmen, den der Käufer mit dem Was-

serstrom ersetzt. Dies habe Auswirkungen auf die CO₂-Bilanz seiner Kunden und auch auf die Gestehungskosten seiner Produktion.

Vollzugshilfen

Anhang 4, Ziff. 1.9 sei wie folgt zu ändern [elecsui, EOS, VSE, VSEI]:

“Die Branche erarbeitet in Zusammenarbeit mit dem Bundesamt eine Vollzugshilfe zur Elektrizitätsbuchhaltung“.

[SMV] würde es begrüßen, wenn die Tabellen als Vollzugshilfen betrachtet und nicht in den Anhang integriert würden.

Nachweise

Anhang 4, Ziff. 1.5 sollte folgendermassen ergänzt werden [ewz]:

“...Vertrag über die Lieferung von Herkunftsattributen,...”

“...Zertifikat (Nachweisdokument für Herkunftsattribute, getrennt von der physischen Lieferung von Elektrizität handelbar)“.

Diverses

Anhang 4, Ziff. 1.8 sollte ergänzt werden [ewz]: „...gelieferte Elektrizität mit Herkunftsnachweisen und Zertifikate müssen....“.

Anhang 4, Ziff. 1.5 – 1.8 sollten auf die EU-Kompatibilität überprüft und entsprechend geändert werden. Dabei sollte auch die Regelung der frei gehandelten Zertifikate hinterfragt werden [VKE].

[VSE, VSEI] erachten eine Rundung auf ganze Zahlen als angezeigt.

3.5 Anhang 4, Abschnitt 2 EnV: Kennzeichnung für kennzeichnungspflichtige Unternehmen

[FRC] erachtet es als wichtig, dass alle Elektrizitätslieferanten ihre Kennzeichnung einheitlich gestalten; die Umsetzung dieser Vorschriften müsse kontrolliert werden. Ebenso begrüßen [grüne, pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF] die Bestrebungen des Bundes für ein einheitliches Erscheinungsbild der Stromkennzeichnung.

[EKZ, elecsui, EnDK, OW, SES, SZ, VSE, VSEI, WWZ] beantragen, auf genaue minimale Massangaben für die Tabellen zu verzichten. Allenfalls könnte bei einer Unterschreitung der Tabellenmasse eine minimale Schriftgrösse vorgeschrieben werden [elecsui, VSE, VSEI, WWZ]. Um den Aufwand der EVU gering zu halten, sollte die Tabelle ins

jeweilige EDV-Programm zur Rechnungsstellung integriert und direkt auf die Rechnung ausgedruckt werden können [EnDK, OW, SZ].

Auch [SEL, SIG] wünschen sich mehr Gestaltungsfreiheiten für die EVU und erachten die Festlegung von genauen Minimalmassen als unvernünftig. Lediglich die Energieträger-Kategorien [SEL]/obligatorischen Daten [SIG] sollten vorgeschrieben werden.

[AEE, FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] erachten eine jährliche Information als ungenügend und beantragen, dass die Kennzeichnung beim Endverbraucher mindestens quartalsweise [FRC], mindestens bei jeder Rechnungsstellung [AEE, FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] bzw. regelmässig [SKS] erfolgen muss, damit Auswirkungen sowie die gewünschte Sensibilisierung auf Konsumentenseite erfolgen können und die gleichen Bestimmungen wie in der EU eingehalten werden. Ausserdem sollte die Stromherkunft auf sämtlichen Werbematerialien ausgewiesen werden [AEE, FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF].

Umweltinformationen im Zusammenhang mit der Stromherkunft, die zumindest Angaben zu CO₂-Emissionen und radioaktiven Abfällen umfassen, sollten klar zugänglich gemacht und vom BFE beaufsichtigt werden [grüne, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF].

Anhang 4, Ziff. 2.1 sei wie folgt zu ergänzen [elecsui, VSE, VSEI]:

“...muss sich ab 6 Monaten nach dem Ende der ausgewiesenen Zeitperiode auf diese beziehen“.

[ewb, ewz, swisspower] beantragen den 2. Absatz in **Anhang 4, Ziff. 2.1** folgendermassen zu ergänzen:

“Als Endverbraucher wird der Rechnungsempfänger der belieferten Konsumstelle bezeichnet“.

[SWV] schlägt vor **Anhang 4, Ziff. 2.2** zu streichen, da die Angaben zum Inhalt der Kennzeichnung bereits in Artikel 1a erfolgten. Dies gelte auch für **Anhang 4, Ziff. 2.1**, ausserdem müsse die Möglichkeit einer freiwilligen zusätzlichen Publikation nicht erwähnt werden, da diese ohnehin bestehe.

Anhang 4, Ziff. 2.2 Bst. d sollte folgendermassen ergänzt werden [WWZ]:

“...sofern auf gleichem Dokument nicht schon vorhanden“.

Die Angaben über die Form der Kennzeichnung (Ziff. 2.3 und 2.4) sind gemäss [SWV] zu detailliert und sollten in allfälligen Vollzugshilfen eingebaut werden.

Anhang 4, Ziff. 2.4 sollte dahingehend abgeändert werden, dass der Elektrizitätslieferant nicht verpflichtet werde, den „Gesamtmix“ auszuweisen, beispielsweise wenn er einem Kunden einen besseren „Produktmix“ ausweisen könne [AET].

Die Texte der Beispieltabellen im Anhang seien wie folgt zu ändern: „Der für unsere Kunden beschaffte Strom...“ [elecsui, VSE, VSEI].

Der Anteil der in der Schweiz produzierten Elektrizität in den Beispieltabellen sollte „production suisse“ (Schweizer Produktion) oder „produit en Suisse“ (in der Schweiz produziert) genannt werden [FRC].

[SES] erachtet es als wichtig, ausdrücklich darauf hinzuweisen, dass die Tabellen im Anhang der Energieverordnung lediglich Beispiele und nicht vorgeschrieben seien.

4. Erstattung und Überwälzung der Mehrkosten

4.1 Allgemeine Bemerkungen zur Erstattung und Überwälzung der Mehrkosten

Insgesamt gaben 38 Vernehmlassende ihre Stellungnahme zur Neuregelung der Mehrkostenfinanzierung ab.

Die neue Regelung-Entlastung der höher belasteten Unternehmen, gleichmässige Belastung aller Endverbraucher - wird von 32 Vernehmlassenden begrüsst [AET, AR, atel, BKW, CKW, coop, elecsui, EnDK, EnFo, ewb, GR, grüne, HKBB, kf, OW, pronatura, pusch, RoEn, SAFE, SEL, SE-S, SES, SO, SNEEn, SP, swissel, SZ, TI, VSE, VSEI, WWF, ZG] bzw. akzeptiert [axpo, EKZ].

6 Stellungnehmende stehen der neuen Mehrkostenfinanzierung negativ [CP, SVP, VPE] oder zumindest kritisch [AEW, EKT, ZG] gegenüber.

[GR] begrüsst die neue Regelung zur Abgeltung der Mehrkosten, wendet sich aber aus gewässerökologischen Gründen gegen den in Art. 7 Abs. 4 EnG gegebenen Geltungsbereich für Wasserkraftwerke (< 1 MW).

Die vorgeschlagene Bundeslösung wird von [TI, VSE, VSEI] als sachgerechterer Ansatz als die bestehende kantonale Lösung (Ausgleichsfonds gemäss Art. 7 Abs. 7 EnG) begrüsst. Auch [SO] begrüsst die geplanten Änderungen, da diese eine gerechtere Regelung für die Entschädigung unabhängiger Produzenten ermöglichen. Auch [SNEEn] ist der Meinung, dass diese Änderung für EVUs mit vielen unabhängigen Produzenten eine existenzielle Verbesserung bringe und gewichtige Wettbewerbsnachteile beseitige.

Obwohl [grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF] die Vorlage unterstützen, sind ihrer Auffassung nach noch Regelungslücken, Diskriminierungen und gesetzeswidrige Formulierungen enthalten.

[CP, SVP, VPE] lehnen die Bestimmungen zur Mehrkostenfinanzierung ab. Einerseits werde damit ein Verstoss gegen das Äquivalenzprinzip und die Tariftransparenz geschaffen: Obwohl nicht alle Konsumentengruppen von einer Zusatzleistung profitieren, werde der Zuschlag für alle Endverbraucher wirksam. Andererseits zeigt sich [CP] skeptisch hinsichtlich der Neuschaffung einer unabhängigen Stelle gemäss Art. 5a. [SVP, VPE] kritisieren, dass diese Abgeltung nicht marktorientiert sei. Damit käme die Bestimmung einem Zwang zur Subventionierung von ineffizienten Produktionsanlagen gleich. Sie beantragen, dass auf diese Verordnungsänderung vorderhand verzichtet, die alte Regelung beibehalten und die Öffnung des Strommarktes abgewartet wird.

Der gesetzliche Subventionierungszwang nicht marktfähiger Produktionsformen wird von [AEW, axpo, EKT, EKZ] grundsätzlich abgelehnt oder zumindest kritisch hinterfragt. Letztere verlangt, dass die Subventionierung heute nicht wettbewerbsfähiger Kleinstproduktionsanlagen – analog zur Landwirtschaft – transparent über Direktzahlungen des Bundes abgewickelt wird. Das vorgeschlagene Modell der Kostenerstattung sei zu kompliziert und teilweise intransparent. Aufwand und Ertrag stünden nicht in einem vernünftigen Verhältnis zum erwarteten Nutzen. Es müsse sichergestellt werden, dass alle Endverbraucher gleichmässig belastet und unabhängige Produzenten nicht einseitig begünstigt würden. [AEW] stellt deshalb folgenden Änderungsantrag:
Es sei „eine Regelung zu erlassen, welche sicherstellt, dass alle Endverbraucher solidarisch an die Kosten der heute teilweise nicht wettbewerbsfähigen unabhängigen Produzenten beitragen.“

Die Stromversorgung sollte gemäss [ZG] im StromVG geregelt werden, weshalb Regelungen über die Erstattung der Mehrkosten an Unternehmungen der Energieversorgung, welche namentlich aus erneuerbaren Energien gewonnene Überschussenergie ins Netz einspeisen, ins StromVG und nicht in die EnV gehörten. Die Mehrkostenüberwälzung sei nochmals gründlich zu prüfen, weil sie Strukturen erhalten oder schaffen könnte, die aus wirtschaftlicher Sicht nicht zu vertreten seien.

[axpo, EKT, EKZ, SNE, TI] bedauern, dass im Übernahmepreis der sogenannte „ökologische Mehrwert“ nicht enthalten sein soll. Es wird um nochmalige Prüfung der Vergütung resp. Rechte am „ökologischen Mehrwert“ gebeten.

[VUE] begrüsst es, dass der „ökologische Mehrwert“ durch die Mehrkostenerstattung nicht abgegolten werde. Für den Produzenten stelle die Möglichkeit, den nachgewiesenen „ökologischen Mehrwert“ auf dem freien Markt verkaufen zu können, einen wichtigen Anreiz dar, um in Ökovorhaben zu investieren. Die Gefahr des Doppelverkaufs werde durch die Zertifizierung gebannt.

[SIG] wünscht sich, dass die Verordnung ausdrücklich darauf hinweist, dass der „ökologische Mehrwert“ im Vergütungspreis nicht enthalten sei und das Produktionszertifikat im Besitze des unabhängigen Produzenten bleibt. Konkret sollte folgendes Prinzip ergänzt werden:

“Wenn die Mehrkostenerstattung die tatsächlichen Gestehungskosten einer Anlage nicht deckt, sollte der Erzeuger oder der lokale Verteiler, der die tatsächlichen Mehrkosten trägt, Eigentümer des Zertifikats über die Qualität der erzeugten Elektrizität bleiben.“

Ökologisch produzierter Strom könnte [EBM] im Rahmen der Liberalisierung der Elektrizitätsmärkte ein eigenes Produkt bilden, welches nach den Gesetzen des freien Marktes direkt vertrieben werden kann. Somit könnte grundsätzlich auch eine Aufhebung von Quersubventionierungen ins Auge gefasst werden. Auf jeden Fall sollte gemäss [EBM, HKBB] vermieden werden, dass Ökostrom zweimal verkauft wird (im Rahmen der Ein-

speiseregulierung sowie durch Zertifikate). Dies sollte mit vernünftigem administrativem Aufwand realisiert werden. Aus Sicht der Kantone [EnDK, OW, SZ] sei besonders darauf zu achten, dass keine doppelte Entschädigung stattfindet; die KAP solle sich diesem Problem annehmen.

[AR, EnDK, OW, SZ] verweisen auf einige Probleme, welche für die Kantone zu erheblichem Aufwand führen könnten. So bestünden beispielsweise Unklarheiten bei den Zahlungsmodalitäten, einer allfälligen Entschädigung von Verzugszinsen, dem administrativen Aufwand der EVU und der Zuordnung und Vermarktung des Mehrwerts für ökologische Energie.

[BS, IWB] sind der Ansicht, dass Art. 7 Abs. 7 des EnG für alle dezentralen Anlagen Gültigkeit habe, also auch für die WKK-Anlagen. Zudem sollten die Bestimmungen über die Mehrkostenerstattung nicht nur für unabhängige Produzenten gemäss Art. 1 Abs. a der EnV, sondern auch für öffentliche EVU's anwendbar sein. Es werden daher folgende zwei Anträge gestellt:

Über die Erstattung der ausgewiesenen Mehrkosten sollten nicht nur Anlagen, die der Nutzung von erneuerbaren Energien, sondern auch solche, die der effizienten (WKK-) Nutzung mit nicht erneuerbaren Energiequellen dienen, gefördert werden. Das heisst, dass die Mehrkostenerstattung auch auf dezentrale WKK-Anlagen bis maximal 1 MW auszudehnen sei.

Die Mehrkostenerstattung sei auch öffentlichen EVU's zu ermöglichen. Mindestens sei sicherzustellen, dass deren ausgewiesene Mehrkosten für WKK-Anlagen mit einem Zuschlag auf die Netzgebühren/Durchleitungskosten im Versorgungsnetz zu kompensieren sind.

Für eine Ausdehnung des Geltungsbereichs der Mehrkostenerstattung plädiert auch [ewb]. Nach deren Auffassung sollte die Stromproduktion aus Biomasse in Kehrichtverbrennungsanlagen ebenso bei der Mehrkostenerstattung berücksichtigt werden.

[BE, RoEn] plädieren für die Zusammenlegung der Entscheidkompetenzen bei der Kontrolle der Umsetzung (Art. 22 Abs. 1), bei Sanktionen (Art. 27 Abs. 1) und bei Streitigkeiten betreffend Mehrkosten (Art. 5a Abs. 4) bei einer Stelle: BFE [BE] bzw. unabhängige Stelle [RoEn].

[etrans] schlägt vor, allgemeine Geschäftsbedingungen für alle Marktakteure zu schaffen, um die transparente, effiziente und diskriminierungsfreie Durchführung der Mehrkostenfinanzierung sicherzustellen. Zu dem Zweck soll ein Art. 5c mit folgendem Wortlaut eingefügt werden:

“Die Betreiberinnen der Übertragungsnetze bzw. die unabhängige Stelle sind berechtigt, zum Vollzug der Mehrkostenerstattung und –überwälzung allgemeine Geschäftsbedingungen zu formulieren.“

4.2 Art. 5a EnV: Erstattung der Mehrkosten

Klärungsbedarf besteht für [AET, AR, EnDK, OW, SZ, TI] bezüglich dem Begriff „Betreiberinnen der Übertragungsnetze“ (Abs. 1), für [AET] ist zudem die „unabhängige Stelle“ zu definieren (Bildung, Ernennung, Kompetenzen, Beziehung zur KAP). Auch [AR, EnDK, OW, SZ] wünschen sich die Darlegung von Organisation und Zusammensetzung der unabhängigen Stelle.

[ADEV, AEE, AET, AR, axpo, elecsui, EnDK, FRC, GR, grüne, kf, OW, pronatura, SKS, SNE, SZ, TI, VKE] möchten die Termini „marktorientierter Bezugspreis / Mehrkosten“ (Abs. 1) in der EnV präzisiert haben. [AR, EnDK, OW, SZ, TI] weisen auf die Schwierigkeiten dieses Begriffs in Anbetracht der Volatilität der Preise hin. [SNE, VKE] bemängeln insbesondere, dass die in Art. 4 EnV gegebene Definition der vermiedenen Kosten die möglichen verursachten Kosten (inkl. Systemdienstleistungen, Blindstrombezug) nicht einschliesse.

[ADEV, EnDK, OW, SZ und teilw. AEE, grüne, SAFE, SE-S, SP, WWF] schlagen hinsichtlich der Einspeiseverhältnisse folgende Ergänzung zu **Art. 4 Abs. 1** vor:

„Die vermiedenen Kosten des Unternehmens der öffentlichen Energieversorgung entsprechen dem Wiederverkäufertarif der nächst höheren Spannungsebene der Einspeisung. Sofern kein Wiederverkäufertarif besteht, ermittelt die kantonale Behörde nach Art. 7 Abs. 6 des Gesetzes den Preis auf der Basis des kantonal ermittelten Durchschnitts der Einkaufspreise auf der nächsthöheren Spannungsebene.“

[axpo] möchte den „marktorientierten Bezugspreis“ als „marktorientierten Bezugspreis für Energie“ verstanden haben. Damit werden unerwünschte Marktverzerrungen innerhalb der Lieferkette aufgrund der zufällig unterschiedlichen Netzabgrenzungen ausgeschaltet.

[GR] macht darauf aufmerksam, dass verschiedene kleinere kommunale EVU's aus langfristigen Wasserrechtsverleihungen gegenüber dem übergeordneten Elektrizitätsversorger Bezugsrechte für eine bestimmte Strommenge zu einem Vorzugspreis besitzen. Die Mehrkosten müssten daher auch die Preisdifferenz zwischen der gesetzlich verlangten Vergütung der unabhängigen Produzenten und dem vom übergeordneten EVU gewährten Vorzugspreis, bezogen auf die Strommenge gemäss Bezugsrecht, enthalten.

Nach [ADEV, AEE, grüne, SAFE, SE-S, SP, WWF] dürften den unabhängigen Produzenten keine Abgeltungen für Systemdienstleistungen in Abzug gebracht werden, da für eine solche Abgeltung die Rechtgrundlage fehle. Der erste Satz von **Art. 4 Abs. 2** sei zu streichen.

In die Mehrkosten sollten gemäss [elecsui, SNE, VKE, VSE, VSEI] auch die Kosten der EVU für die Administration der Rückvergütung einfließen. Sie schlagen daher folgende

Ergänzung des 1. Satzes von **Art. 5a, Abs. 1** vor:

„Eine unabhängige Stelle erstattet den Unternehmungen der Energieversorgung auf Antrag die Mehrkosten inklusive der effektiven Vollzugskosten für die Übernahme der Überschussenergie; die Betreiberinnen...“.

[FRC, SKS] wünschen, dass der Preisüberwacher die Kompetenz erhält, die Preisbildung zu überwachen.

[SO, TI] gehen davon aus, dass die konkrete Umsetzung der Bestimmungen über die Mehrkostenerstattung zu einer grossen Zahl von Streitfällen und Rekursen führt. Angesichts knapper personeller Ressourcen und im Sinn des effizienten Vollzugs stellen sie folgenden Antrag:

„Aufgrund der Komplexität der Materie und im Interesse einer einheitlichen nationalen Vollzugspraxis soll die beauftragte Behörde in Streitfällen nicht vom Kanton, sondern auf nationaler Ebene (Bund) bezeichnet werden. Die **Art. 5a Abs. 4 und 5** sind entsprechend anzupassen.“

Die Beschwerdelegitimation in **Art. 5a Abs. 5** ist gemäss [ADEV] auf Entscheide zu beschränken, welche die Mehrkostenabgeltung beeinflussen. Sie schlägt deshalb vor, den 2. Satz wie folgt zu ändern:

„Die unabhängige Stelle ist gegen (...) Entscheide im Zusammenhang mit der Ermittlung des marktorientierten Bezugspreises zur Beschwerde legitimiert.“

Nach Auffassung [AEE, FRC, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] fehlt der „unabhängigen Stelle“ zur Beschwerdelegitimation gegen Entscheide der Kantone die gesetzliche Grundlage. Zudem sei ein Einspracherecht der Verbundwerke (als faktische Betreiber der „unabhängigen Stelle“) gegen die Entschädigungen der dezentralen Stromerzeuger sachpolitisch völlig falsch, da es zu einem verfälschten Wettbewerb führe. [AEE, grüne, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] bitten daher um Streichung des 2. Satzes von **Art. 5a Abs. 5**; allenfalls könnten sich [AEE, pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF] der Formulierung von [ADEV] anschliessen.

Die in **Art. 5a Abs. 5** (1. Satz) enthaltene Bestimmung, wonach der Kanton der unabhängigen Stelle jeden Entscheid betreffend Mehrkosten mitteilt, wird von [grüne, pronatura, SAFE, SE-S, SP, WWF] als inakzeptabel erachtet. Grund: Die Verbundwerke könnten versuchen, die dezentralen Konkurrenten über den Rechtsweg auszuschalten. Zweck des Energiegesetzes sei es, die dezentrale Stromerzeugung aus erneuerbaren Energien zu fördern, und nicht, sie durch neue verfahrenstechnische Hürden zu behindern.

4.3 Art 5b EnV: Überwälzung der Mehrkosten

Klärungsbedarf sehen [ADEV, AEE, AR, atel, BKW, CKW, elecsui, EnDK, ewb, ewz, etrans, frc, grüne, kf, OW, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, swissel, swissmem, SZ, TI, VSE, VSEI, WWF] bei dem in **Abs. 2** notierten Überwälzungsmechanismus.

Für die [atel] ist bei der Überwälzung den tatsächlichen Verhältnissen Rechnung zu tragen. Das Recht zur Weiterverrechnung der Mehrkosten dürfe daher nicht auf die Betreiberinnen des Übertragungsnetzes beschränkt werden, sondern müsse für alle Unternehmen aller Wertschöpfungsstufen bis hin zum Endverbraucher gelten. Es wird daher folgender Änderungsantrag für **Art. 5b Abs. 2** eingebracht:

„Die Mehrkosten inklusive Vollzugskosten können mit einem Zuschlag auf dem Entgelt für die Netzbenutzung bzw. mit einem Zuschlag auf dem Strompreis gleichmässig an die Endverbraucher weiterverrechnet werden.“

Identisch argumentieren [BKW, swissel], machen aber für **Abs. 2** einen umfassenderen Änderungsvorschlag:

„Die Mehrkosten für die Einspeisung von Überschussenergie durch unabhängige Produzenten nach Art. 7 Abs. 3 oder 4 des Gesetzes sowie die daraus entstehenden Vollzugskosten können von den Betreiberinnen der Übertragungsnetze sowie von den damit belasteten Betreiberinnen der Netze tieferer Spannung bis hin zum Endverbraucher mit einem Zuschlag auf dem Entgelt für die Netzbenutzung bzw. mit einem Zuschlag auf dem Strompreis gleichmässig weiterverrechnet werden.“

[CKW, elecsui, etrans, ewb, ewz, VSE, VSEI] möchten andere Arten der Überwälzung ermöglichen, welche der Realität Rechnung trügen. Sie schlagen daher vor, **Abs. 2** wie folgt zu ändern:

„Die Mehrkosten inklusive ([etrans]: und die) Vollzugskosten können von den Betreiberinnen der Übertragungsnetze über die Unternehmen, die in der Schweiz Endverbraucher beliefern, auf die Endverbraucher überwältzt werden.“

[axpo, EKT, EKZ] treten demgegenüber für die Formulierung gemäss Vernehmlassungsvorschlag ein. [EKZ] möchte allerdings die solidarische Kostentragung aller Endverbraucher explizit erwähnt haben. Zu dem Zweck müsste die Kostenüberwälzung anhand der Bruttoenergie erfolgen. [EKT] meint, dass lediglich der Verteilschlüssel der Lasten auf die Kundengruppen zu Scharmützeln führen werde.

Gemäss [ADEV, AEE, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, TI, WWF] wäre in der jetzigen Formulierung von **Art. 5b Abs. 2** eine vollständige Überwälzung auf die tieferen Spannungsebenen möglich, während die Hochspannungsnetze keine Kosten zu tragen hätten. Dies sei nicht gesetzeskonform (Art. 7 Abs. 7 EnG). Deshalb wird folgender Änderungsantrag eingebracht:

„Die Mehrkosten inklusive Vollzugskosten müssen von den Betreiberinnen der Übertra-

gungsnetze den Übertragungskosten zugeschlagen werden. Alle Nutzer des Hochspannungsnetzes sind zu belasten.“

Auch [AR, EnDK, OW, SZ] räumen ein, dass die Mehrkosten inkl. Vollzugskosten der EVU vollumfänglich den Übertragungskosten auf der Höchstspannungsebene zugeschlagen werden müssten. Die Überwälzung auf die niedrigeren Spannungsebenen sei im Rahmen des StromVG für den gesamten transportierten Strom zu lösen.

Mit dieser Formulierung würden – gemäss [AEE, grüne, kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, TI, WWF] – die Mehrkosten auch von jenen ausländischen Händlern mitgetragen, die das schweizerische Stromnetz benützen; ansonsten würden Kantone und Gemeinden ohne Anschluss an das Hochspannungsnetz vom Mittragen der Mehrkosten befreit.

[swissmem] empfiehlt, im Sinn der Kostenneutralität gegenüber der bisherigen Regelung die Vollzugskosten nicht in die Vergütungsregelung mit einzubeziehen. Dadurch könnten unnötige Kostentreiber vermieden werden.

[FRC] lehnt eine alleinige Mehrkostenüberwälzung gemäss Abs. 2 auf die untersten Spannungsebenen als gesetzeswidrig ab. Alle Konsumentengruppen – auch die Grossabnehmer – hätten sich solidarisch an den Mehrkosten zu beteiligen.

[etrans] möchte sicherstellen, dass die für die Weiterverrechnung der Mehrkosten nötigen Informationen durch die verantwortlichen Stellen erhoben werden könnten und beantragt eine Ergänzung von **Art. 5b**

„Die Unternehmen, die in der Schweiz Endverbraucher beliefern, sind verpflichtet, den Betreiberinnen der Übertragungsnetze bzw. der unabhängigen Stelle die für den Überwälzungsvollzug notwendigen Informationen zu liefern.“

In **Art. 5b Abs. 3** fehlt gemäss [axpo, EKZ] ein Hinweis, dass das BFE zu verpflichten sei, dem Übertragungsnetzbetreiber (bzw. der unabhängigen Stelle) die Information bezüglich der eigenproduzierten Energie mitzuteilen. Dem zuständigen Netzbetreiber seien diese Informationen nicht bekannt.

[EKZ und SWV] sind der Auffassung, dass **Abs. 3** überflüssig sei und beantragen [EKZ] dessen Streichung. Ein modifizierter Abs. 2 genüge hierfür. Für [SWV] ist es zudem zweckmässiger, dass das Bundesamt nur von einer Stelle gemäss Art. 5a Abs. 3 bedient würde.

[AET, SES, TI] wünschen in Abs. 1 mehr Klarheit bei den Zahlungsmodalitäten (u.a. Verrechnung der Verzugszinsen, Inkassospesen). Namentlich [SES] wünscht für ihre Kundschaft eine monatliche oder zumindest vierteljährliche Akontorechnung. Unklar sei bei Inkraftsetzung per 1.1.2005 die Referenzperiode für die erstmalige Finanzierung der Mehrkosten (2004 oder 2005?).

5. Neue Energieeffizienzklassen für elektrische Haushaltskühl-, Tiefkühl- und Gefriergeräte sowie deren Kombinationen

5.1 Bemerkungen zu den neuen Energieeffizienzklassen (Anhang 1.2 Ziffer 7.1 Bst. b EnV)

Die vorgesehenen Änderungen werden mehrheitlich begrüsst [AR, BS, FRC, IWB, coop, CP, electsui, EnDK, EnFo, grüne, HKBB, kf, OW, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SO, SP, SZ, WWF].

Statt der Einführung neuer Untergruppen, sollten die Anforderungen an die Geräteklassen [GR] bzw. die Effizienzklassen-Grenzwerte [FRC, grüne, kf, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF] periodisch der technischen Entwicklung angepasst werden. Das BFE wird gebeten, sich diesbezüglich aktiv in den entsprechenden EU-Gremien zu engagieren [kf, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF].

Die EU-Richtlinien sollten in der Schweiz wortwörtlich übernommen werden [coop]. In der Verordnung sollte ein genauer Hinweis zur Erhältlichkeit der entsprechenden EU-Richtlinie enthalten sein [coop].

Absorbtions-Kühlgeräte sowie „gewerbliche Kühlgeräte“ sollten ebenfalls diesen Zulassungsvorschriften unterstehen. Ausserdem sollten diese Vorschriften künftig nicht nur für die Effizienzklassen D/E/F/G (resp. F/G für Truhen) gelten, sondern ab 2005 für die Klassen C und ab 2006 auch für die Klasse B [grüne, pronatura, SAFE, SE-S, SKS, SP, WWF].

6. Weitere Bemerkungen und Anträge

6.1 EnV Art. 21a

„Prüf- und Konformitätsbewertungsstellen, die Berichte oder Bescheinigungen gemäss Art. 1c ausstellen, müssen...“ [ewz].

6.2 EnV Art. 28e

Zur Sicherstellung der für die Weiterverrechnung der Mehrkosten benötigten Informationen wird folgende Ergänzung beantragt [atel, BKW, CKW, elecsui, etrans, ewb, ewz, GR, swissel, VSE, VSEI]:

„der unabhängigen Stelle bzw. den Betreiberinnen der Übertragungsnetze die für den Vollzug notwendigen Informationen nicht oder mangelhaft liefert (Art. 5a+b)“.

6.3 Bemerkungen zu den Erläuterungen zum Entwurf vom 9. Juni 2004 zur Änderung der EnV

Kapitel 1.3, Absatz 2, Einschub nach erstem Satz:

„Die EU-Richtlinie 2001/77/EC Art. 5 regelt den Ort der Erzeugung mittels Herkunftsnachweisen.“ [ewz]

Kapitel 3.1, ersetzen durch:

„Zertifikatesysteme ermöglichen die Trennung der Herkunftsattribute eines ...“ [ewz]

Kapitel 3.2, Absatz 3, ersetzen durch:

„Der Lieferantenmix des Elektrizitätslieferanten muss um den Verkauf und Verkauf von Herkunftsattributen bereinigt werden...“ [ewz]

Kapitel 3.2, Absatz 4, ersetzen durch:

„...und an spezifische Endkunden gehen, sofern diese Lieferungen keinen erheblichen Anteil an der gesamten Menge der Basisdeklaration ausmachen, beispielsweise...“ [swisspower].

„...Die standardmässige Berücksichtigung der Lieferung an spezifische Endkunden in der...“ [swisspower].

Kapitel 4, Absatz 1 ersetzen durch:

„...Endverbraucher sind die Rechnungsempfänger von Haushalten und kommerziellen Kunden, welche Elektrizität für den Eigengebrauch beziehen“ [ewb, ewz, swisspower].

Kapitel 4, Absatz 3 wie folgt kürzen:

“Die Kennzeichnung muss mindestens einmal jährlich mit der Stromrechnung oder als Beilage zur Stromrechnung erfolgen. Zusätzliche Publikationen, beispielsweise im Geschäftsbericht, in der Kundenzeitschrift oder im Internet sind möglich“ (alles dazwischen streichen) [ewb, swisspower].

6.4 Anträge zur Änderung des Energiegesetzes und der -verordnung

EnV, Art. 1 Bst. f

Die Präzisierung „insbesondere Holz, ohne Abfälle in Kehrlichtverbrennungsanlagen und Deponien“ sollte ersatzlos gestrichen werden [ewb].

Die in Kehrlichtverbrennungsanlagen produzierte Elektrizität sollte zu mindestens 50% als erneuerbar anerkannt werden [EnDK, OW, SO, SZ, TI].

EnV, Art. 1 Bst. d

Neu sollte die Überschussenergie so definiert werden, dass die über den am Ort für die eigentliche Energieproduktion notwendigen Anlagen (v.a. Faulung und BHKW) hinaus produzierte Energie als Überschussenergie anerkannt wird [VSA].

EnV, Art. 2 (allgemeine Anforderungen an die unabhängigen Produzenten)

Eine Fahrplan-Meldepflicht für Produktionen grösser 100'000 kWh/Jahr sei zu ergänzen [VKE] bzw. zu prüfen [SNE].

EnV, Art. 5 Abs. 2 (Wasserkraftwerke)

[pronatura] beantragt die sinngemässe Ergänzung dieser Bestimmung: „Ausgenommen sind Werke, deren Fischgängigkeit nicht gewährleistet ist, die das Gewässer übermässig belasten oder denen überwiegende Interessen des Auenschutzes entgegen stehen“.

Wärmenutzung in WKK-Anlagen

Neue Regelung zur Wärmenutzung in fossil betriebenen WKK-Anlagen und grosse Anlagen, welche erneuerbare Energien nutzen, mit Berücksichtigung in der Stromkennzeichnung und bei der Vergütung [AR, EnDK, OW, SZ, TI]. Entsprechend den energiepolitischen Grundsätzen sei auch bei grossen WKK-Anlagen, die erneuerbare Energie nutzen, ein hoher Wirkungsgrad anzustreben. Die KAP sollte eine kluge Regelung suchen.

Bei Anlagen, welche erneuerbare Energien ineffizient nutzen, sollte die Vergütung angemessen reduziert werden können. Ausserdem sollte auch für diese Anlagen eine maximale Leistungsgrenze (analog Wasserkraftwerke) eingeführt werden [AET].

Die unterschiedliche Behandlung von Wasserkraftanlagen ab 1 MW Leistung gegenüber den kleineren Anlagen und den übrigen erneuerbaren Energien ist aus Sicht der Kantone [EnDK, GR, OW, SZ] unverständlich.

6.5 Weitere Anliegen

Die Zusammensetzung der KAP, insbesondere die Vertretung der Produzenten von Strom aus erneuerbaren Energien [AEE], sollte geprüft werden.

[pusch] schlägt vor, Energie aus Kehrlichtverbrennungsanlagen künftig in der Energiestatistik separat auszuweisen. Zudem sollten die Betreiber der KVA den Strom künftig zu kostendeckenden Tarifen ins Stromnetz einspeisen können, ohne dabei einen Gewinn zu erwirtschaften.

[EnDK, OW, SZ] fordern die Prüfung, ob und wie Art. 38 TVA bzgl. Ausmass der Wärmenutzung in KVA präzisiert und ob für Strom aus KVA und Deponien ein garantierter Rücklieferatarif festgelegt werden soll. Falls eine Lösung mit garantiertem Rücklieferatarif verfolgt würde, ergäben sich ebenfalls überwälzbare Mehrkosten.

ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS DER VERNEHMLASSUNGSTEILNEHMER

ADEV	ADEV Energiegenossenschaft, Arbeitsgemeinschaft für dezentrale Energieversorgung
AEE	Agentur für erneuerbare Energien und Energieeffizienz
AET	Azienda Elettrica Ticinese, Bellinzona
AEW	AEW Energie AG, Aarau
AR	Kanton Appenzell A.Rh.
atel	Aare-Tessin AG für Elektrizität, Olten
axpo	Axpo Holding AG, Baden
BE	Kanton Bern
BKW	BKW FMB Energie AG
BS	Kanton Basel-Stadt
CKW	Centralschweizerische Kraftwerke, Luzern
coop	Coop Schweiz
CP	Centre Patronal
CVP	Christlichdemokratische Volkspartei
EBM	Elektra Birseck Münchenstein
ecosui	economiesuisse, Verband der Schweizer Unternehmen
EKT	Elektrizitätswerk des Kantons Thurgau AG
EKZ	Elektrizitätswerke des Kantons Zürich
elecsui	electrosuisse, SEV Verband für Elektro-, Energie- und Informationstechnik
EnDK	Konferenz Kantonaler Energiedirektoren
EnFo	Energieforum Schweiz

EOS	EOS Holding, Energie Ouest Suisse
etrans	Etrans AG, Laufenburg
ewb	Energie Wasser Bern
ewz	Elektrizitätswerk der Stadt Zürich
FDP	Freisinnig-Demokratische Partei der Schweiz
FRC	Fédération romande des consommateurs
GR	Die Regierung des Kantons Graubünden
grüne	Grüne Partei der Schweiz
HKBB	Handelskammer beider Basel
IWB	Industrielle Werke Basel
kf	Konsumentenforum
KGL	Gewerbeverband des Kantons Luzern
OW	Kanton Obwalden
pronatura	Pro Natura
pusch	Stiftung Praktischer Umweltschutz Schweiz
RE	Rätia Energie AG, Poschiavo
RoEn	Romande Energie SA, Morges
SAFE	Schweizerische Agentur für Energieeffizienz
SEL	Service de l'électricité de la Ville de Lausanne
SE-S	Schweizerische Energie-Stiftung
SES	Società Elettrica Sopracenerina, Locarno
SIE	Service intercommunal de l'électricité, Renens
SIG	Services Industriels de Genève

SKS	Stiftung für Konsumentenschutz
SNEn	SN Energie AG, St. Gallen
SO	Kanton Solothurn
SP	Sozialdemokratische Partei der Schweiz
SVP	Schweizerische Volkspartei
swissel	swisselectric, Organisation der schweizerischen Stromverbundunternehmen
swissmem	Swissmem, die Schweizer Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie (ASM und VSM)
swisspower	Swisspower AG, Zürich
SWV	Schweizerischer Wasserwirtschaftsverband
SZ	Kanton Schwyz
TI	Kanton Tessin
VBSA	Verband der Betriebsleiter und Betreiber Schweizerischer Abfallbehandlungsanlagen
VKE	Verband Kommunalen Elektrizitätsversorgungs-Unternehmen im Kanton Zürich und angrenzenden Gebieten
VPE	Verband der Personalvertretungen der Schweizerischen Elektrizitätswirtschaft
VSA	Verband Schweizer Abwasser- und Gewässerschutzfachleute
VSE	Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen
VSEI	Verband Schweizerischer Elektro-Installationsfirmen
VUE	Verein für umweltgerechte Elektrizität
WWF	World Wildlife Fund Schweiz
WWZ	Wasserwerke Zug AG
ZG	Kanton Zug

VERZEICHNIS VON VERWENDETEN ABKÜRZUNGEN

CO ₂	Kohlendioxid
EnG	Energiegesetz
EnV	Energieverordnung
EU	Europäische Union
EVU	Energieversorgungsunternehmen
KAP	Kommission für Fragen der Anschlussbedingungen unabhängiger Produzenten
KVA	Kehrichtverbrennungsanlage
kWh	Kilowattstunden
MW	Megawatt
RECS	Renewable Energy Certificate System
StromVG	Bundesgesetz über die Stromversorgung
TVA	Technische Verordnung über Abfälle
UCTE	Union for the Co-ordination of Transmission of Electricity
WKK	Wärme-Kraft-Kopplung